



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Bundesamt für Raumentwicklung ARE
Office fédéral du développement territorial ARE
Ufficio federale dello sviluppo territoriale ARE
Uffizi federal da svilup dal territori ARE

Tourisme et développement durable

Bonnes pratiques et pistes d'action



Éditeurs

Office fédéral du développement territorial ARE
En collaboration avec le Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

Rédaction

Dominik Siegrist, Jonas Spahn, *Institut für Landschaft und Freiraum, HSR Hochschule für Technik Rapperswil*
Mila Trombitas, *Fédération suisse du tourisme (FST)*
Anne DuPasquier (direction du projet), Christine Richard, Frédéric Barman, *ARE*

Groupe d'accompagnement

Davide Codoni, *SECO*
Roger Keller, *Office fédéral de l'environnement OFEV*

Groupe d'experts (atelier du 9.11.2010)

Frank Bumann, *expert en tourisme*; Michael Caflisch, *Amt für Wirtschaft und Tourismus, canton des Grisons*; Barbara Conrad, *Ufficio della promozione e della consulenza, Sezione della promozione economica, Cantone Ticino*; Dominique Faesch, *Association pour le Développement du Nord Vaudois*; Orlando Gehrig, *hotelleriesuisse*; Michael Keller, *Bern Tourismus*; Viviane Keller, *Unité du développement durable, Etat de Vaud*; Véronique Martrou, *Service de l'économie, du logement et du tourisme, Etat de Vaud*; Tina Müller, *Réseau des parcs suisses*; Stéphane Nahrath, *Institut Universitaire Kurt Bösch (IUKB), Sion*; Theo Schnider, *directeur UBE Entlebuch*; Urs Wohler, *Engadin Scuol Tourismus*; Martin Vinzens, *ARE*; Werner Zenhäusern, *Service du développement économique du Valais*

Bonnes pratiques

Urs Wohler, *Engadin Scuol Samnaun*; Rasso Bumann, *Saas-Fee*; Sarah Huber, Lionel Israël, *Nyon*; Frank Bumann, Sandra Merayo, *Zurich*; Beat Ruppen, *SAJA*; Richard Atzmüller, *canton des Grisons*; Gaël Gillabert, Viviane Keller, *Etat de Vaud*; Esther Anzini, Domenico Fiori, *Pro Brontallo*; Stefan Frischknecht, *Urnäsch*; Aline Oertli, *Réseau des parcs suisses*; Sandro Benedetti, *ViaStoria*; Dominique Faesch, *Association pour le développement du Nord vaudois*

Relecture

Jacques Mirenowicz; Daniel Béguin

Traduction

Irène Minder-Jeanneret; Catherine Bachellerie

Production

Rudolf Menzi, Communication ARE

Citation

Office fédéral du développement territorial ARE, 2012
Tourisme et développement durable. Bonnes pratiques et pistes d'action

Commande

OFCL, Publications fédérales, 3003 Berne
www.publicationsfederales.admin.ch
N° d'art. 812.084.f
03.2012 / 4000 / Imprimé sur papier FSC
Version électronique téléchargeable: www.are.admin.ch/bonnespratiques
Aussi disponible en allemand

Avant-propos

Le secteur touristique va au-devant de maints défis. Car si le tourisme a des répercussions sur la nature et le paysage, sur l'économie régionale et la culture, sur le climat et le territoire, les destinations, quelles soient urbaines ou rurales connaîtront encore bien des évolutions décisives. Le massif alpin est, par exemple, particulièrement exposé au réchauffement climatique, avec les conséquences que l'on sait sur l'eau, l'enneigement et la flore, entre autres. Et la restructuration continue du secteur agricole modifie, elle aussi, des paysages cultivés, modelés au fil des siècles: des milliers de granges, d'étables et de mayens disparaissent peu à peu. Quant aux nombreux projets de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables, ils pourraient un jour influencer l'apparence de bien des montagnes et de vallées, marquant ainsi de leur empreinte les domaines de randonnée et de ski.

L'évolution à venir du tourisme en Suisse revêt un grand intérêt pour l'Office du développement territorial (ARE). Ce dernier suit en la matière l'une des directives de la Stratégie pour le développement durable du Conseil fédéral, préconisant d'intégrer le développement durable dans tous les domaines politiques. Le tourisme occupe également une place importante dans la collaboration au sein de l'arc alpin. Divers projets INTERREG, ClimAlpTour, p. ex., ont ainsi pour objectif de renforcer le tourisme durable. Par ailleurs, l'ARE soutient des projets du Réseau de communes « Alliance dans les Alpes » par lesquels des approches innovantes et durables sur le plan local sont mises en œuvre.

Le développement durable offre toute une gamme d'actions permettant aux régions touristiques, aux cantons et aux communes de façonner leurs offres en les axant sur l'avenir. Ainsi, ces acteurs peuvent exploiter les ressources paysagères et culturelles, les autochtones peuvent tirer profit du séjour des vacanciers, tandis que les espaces naturels sont préservés. Il n'est pas question pour autant de renoncer à la devise de nombreux prestataires pour qui «le client est roi». Mais des offres axées sur la durabilité satisfont la demande de beaucoup de touristes.

Les douze exemples réunis dans la présente brochure illustrent avec quel engagement les destinations touristiques ont élaboré leurs offres dans une optique de développement durable. Le choix a été volontairement porté sur des exemples aux objectifs et aux conditions diverses. Ils ont cependant comme dénominateur commun qu'aucun d'eux n'aurait vu le jour si un grand nombre d'acteurs n'avaient œuvré ensemble : agriculteurs et promoteurs de complexes de vacances, offices du tourisme et prestataires, pouvoirs publics et particuliers.

Je suis convaincue que ces «bonnes pratiques» feront école et inciteront d'autres sites touristiques, communes et cantons à remodeler leurs offres afin d'y intégrer le développement durable. En effet, le tourisme ne peut tenir ses promesses de prospérité que s'il donne le même poids aux souhaits légitimes de la société, de l'économie et de l'environnement.

Maria Lezzi

Directrice de l'Office du développement territorial ARE

1. Contexte	9
2. Bonnes pratiques	15
1. La Basse-Engadine mise sur la nature et la culture	17
2. Pionnière, la station alpine de Saas-Fee sans voiture	23
3. Paléo Festival Nyon invente le tourisme culturel responsable	29
4. Zürich Tourismus vise la neutralité climatique	35
5. Le patrimoine mondial Alpes suisses Jungfrau-Aletsch sensibilise au changement climatique	41
6. Le canton des Grisons adopte une stratégie pour les résidences secondaires en lien avec les communes	47
7. Le canton de Vaud évalue la durabilité des projets touristiques	53
8. Brontallo allie développement régional et tourisme	59
9. Le village de vacances Reka d'Urnäsch relie ville et campagne	65
10. Lingua Natura : des séjours linguistiques dans des parcs naturels	71
11. La ViaFrancigena valorise le patrimoine culturel au rythme de la marche	77
12. La Région Yverdon-les-Bains Jura Lac s'oriente vers un tourisme durable	83
3. Pistes d'action	89
Responsabilité environnementale	90
Capacité économique	98
Solidarité sociale	102
Management durable	106
4. L'essentiel en bref	109
5. Informations complémentaires	111
Bibliographie	111
Liens internet	113

Au niveau mondial, le tourisme est l'un des secteurs économiques les plus prospères, fort d'un taux de croissance annuel de 4 à 5 %. Et l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) prévoit que le tourisme transfrontalier va poursuivre sa croissance, au rythme de 4 % par an durant les dix prochaines années.

En Suisse, le tourisme contribue à raison de 3 % au PIB du pays et génère quelque 150 000 emplois en équivalents plein temps, soit une quote-part de 4 %. Il se place en quatrième position en tant que secteur d'exportation *invisible*¹ derrière l'industrie chimique, la métallurgie et l'industrie des machines, puis l'industrie horlogère. Facteur économique décisif aussi bien en régions de montagne qu'en ville, il assure, par exemple dans les Alpes, environ un tiers de la valeur ajoutée brute. Quelque 60 % de ses recettes sont imputables au tourisme interne, la Suisse restant une destination prisée par ses habitants², ce qui est intéressant du point de vue du développement durable : se déplacer dans son pays requiert moins d'énergie et engendre peu de conflits sociaux et culturels.

Le tourisme suisse est cependant confronté à de nombreux défis. Le paysage est une de ses ressources de base. Or, les infrastructures, les constructions pour l'hébergement et le nombre d'activités touristiques de plein air affectent la nature et le paysage. Les résidences secondaires, au nombre de 500 000 en Suisse, engendrent un mitage du territoire. Elles représentent 12 % des logements, part qui atteint 80 % dans certaines communes, et totalisent quelque 900 000 *lits froids*³, ce qui entraîne des coûts d'infrastructures élevés pour les collectivités publiques et constitue

¹ FST, 2011, Le tourisme suisse en chiffres 2010, p. 6.

² 39 % des voyages de la population suisse ont pour destination la Suisse (chiffres 2009). Source : FST 2011, Le tourisme suisse en chiffres 2010, p. 14.

³ ARE, 2010. Les lits froids sont des résidences secondaires *non exploitées commercialement*, qui ne sont dès lors utilisées que quelques jours par année.

un potentiel croissant de conflits. Les activités touristiques ou sportives sollicitent, elles aussi, toujours plus d'espaces naturels. Un tiers des 8 000 kilomètres de pistes de ski est équipé d'installations d'enneigement artificiel à forte consommation en énergie et en eau. Le tourisme est également par essence vecteur de mobilité, aux impacts importants sur l'environnement. Chaque année, les loisirs induisent environ la moitié des déplacements effectués en Suisse, dont près du 70 % en voiture⁴. De plus, le tourisme génère une consommation d'eau et d'énergie qui ne cesse d'augmenter et produit d'importantes quantités de déchets. Réciproquement, les effets du changement climatique, de l'évolution démographique et des transformations sociétales se font particulièrement sentir dans ce secteur. S'orienter vers un développement durable est ainsi un défi de taille pour le tourisme, qui doit notamment augmenter son efficacité et ménager les ressources.

La Confédération dispose de bases pour favoriser la mise en œuvre d'un développement durable. La *Stratégie pour le développement durable*⁵ du Conseil fédéral précise le mandat constitutionnel⁶. La version 2012–2015 comprend un plan d'action avec des objectifs concrets, assorti de cinq lignes directrices.

- Se responsabiliser face à l'avenir.
- Prendre en compte de manière équilibrée les trois dimensions du développement durable, à savoir la capacité économique, la responsabilité environnementale et la solidarité sociale.
- Intégrer le développement durable dans tous les domaines politiques.
- Accroître la coordination entre les domaines politiques et améliorer la cohérence.
- Atteindre le développement durable par le partenariat.

Le Conseil fédéral identifie en outre dix défis centraux assortis de différentes mesures. Le tourisme y figure sous forme de mesure dans le défi de l'économie, de la production et de la consommation. Le défi du changement climatique et des dangers naturels cible aussi directement ce secteur. Des interactions avec le tourisme apparaissent en rapport avec l'exploitation des ressources naturelles, le territoire et la mobilité. Cette stratégie s'adresse en priorité à l'administration fédérale, mais son cadre est transposable aux niveaux régional et local. La volonté d'intégrer le développement durable à toutes les politiques s'applique ainsi fortement au tourisme.

Le *Projet de territoire Suisse*⁷, ouvrage de référence et d'aide à la décision destiné aux acteurs du développement territorial des trois niveaux

⁴ Selon le microrecensement 2005 : 41 % des déplacements, 45 % des distances et 52 % des temps de déplacement en Suisse relèvent du trafic de loisirs, dont près de 69 % sont effectués en voiture. Source : OFS, ARE, 2007.

⁵ Conseil fédéral suisse, 2012.

⁶ Jusqu'à ce jour, le Conseil fédéral a mis en œuvre le mandat contenu dans les articles 2 et 73 de la Constitution fédérale au moyen de quatre Stratégies pour le développement durable.

⁷ DETEC, ARE, CdC, DTAP, UVS & ACS, 2011.

administratifs de la Suisse, est conçu de manière à renforcer et à préserver pour les générations futures les qualités et les avantages caractéristiques de la Suisse : une qualité de vie élevée, la diversité et la beauté des paysages et la compétitivité internationale de son économie.

Dans la *Stratégie de croissance pour la place touristique suisse*⁸, le Conseil fédéral relève cinq défis pour le tourisme suisse :

- Mondialisation croissante. Ce phénomène influence profondément le tourisme ; l'offre et la demande sont promises à un fort développement dans le monde entier ; la pression de la concurrence sur l'industrie touristique suisse va donc s'accroître.
- Evolution de la clientèle. La pyramide des âges se modifie, ce qui entraîne des habitudes et des exigences nouvelles qui impliquent pour les prestataires touristiques une incitation constante à s'adapter.
- Progrès technologique. La mobilité croissante et le développement des technologies de l'information et de la communication renforcent l'incitation à innover pour le tourisme suisse.
- Changement climatique et menaces sur l'environnement. Le réchauffement du climat génère des gagnants et des perdants. Le tourisme doit s'adapter et diversifier son offre, soit une incitation à la diversification, et assumer sa responsabilité compte tenu de la raréfaction des ressources naturelles : énergie, paysage, sol, etc. Cela nécessite une approche coordonnée du développement territorial et du développement touristique afin d'accroître l'efficacité de l'usage des ressources, soit une incitation à la durabilité.
- Défis structurels. Les structures des destinations suisses ont une origine historique et ne répondent que partiellement aux exigences d'un marché mondialisé. La productivité et la rentabilité sont fréquemment insuffisantes dans les petits et moyens hôtels alpins. Face au durcissement de la concurrence internationale, les déficits structurels actuels sont une incitation constante à la mutation.

Pour relever ces cinq défis, le Conseil fédéral définit la prise en compte du développement durable comme l'un des quatre objectifs de sa *Stratégie de croissance pour la place touristique suisse*.

- Améliorer les conditions générales pour les entreprises touristiques.
- Augmenter l'attrait de l'offre touristique suisse.
- Renforcer l'image de la Suisse sur les marchés.
- Respecter les principes du développement durable. Pour survivre à long terme, la place touristique suisse a besoin d'un développement durable. Outre la performance économique, la politique du tourisme doit tenir compte de la responsabilité écologique (efficacité énergétique, recours aux énergies renouvelables, paysage, nature, air, eau, sol) et de la solidarité sociale (santé, qualité de vie, formation, participation, etc.).

⁸ Conseil fédéral suisse, 2010.

A l'avenir, il s'agit d'augmenter la plus-value de l'offre touristique tout en réduisant la consommation de ressources naturelles afin de la découpler sur le long terme de la croissance touristique. Une approche selon les principes du développement durable permettra de détecter suffisamment tôt les conflits potentiels entre différentes politiques et de procéder à une pesée des intérêts pour trouver des solutions équilibrées.

En parallèle, dans le cadre de la coopération économique au développement, le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) soutient les pays partenaires lors de l'introduction de stratégies et d'offres en matière de tourisme durable. En priorité viennent des mesures qui portent sur le marketing, la formation et la protection des enfants, et la diffusion d'information sur les voyages durables dans les pays étrangers.

De nombreux cantons, villes et communes sont engagés dans des démarches de développement durable. Le tourisme y est parfois traité en tant que tel, comme dans l'Agenda 21 du Valais. Partout, les réflexions sur l'avenir du tourisme à l'aune d'un développement durable se font de plus en plus jour, que ce soit pour affronter le changement climatique ou le mitage du territoire, ou pour s'orienter vers un tourisme doux. De plus, l'association faîtière du tourisme suisse, les associations professionnelles et les représentants de la Conférence des directeurs d'offices de tourisme régionaux de Suisse (CDR) se sont engagés dans une *Charte du développement durable du tourisme suisse*⁹.

Au niveau international, le tourisme durable est aussi d'actualité. Dans l'Union européenne, l'encouragement à la durabilité est l'un des trois piliers de la politique touristique. En 2007, la Commission européenne adoptait un *Agenda en faveur d'un tourisme européen compétitif et durable*¹⁰. L'OCDE souligne aussi, dans son rapport *Tourism Trends and Policies*¹¹, le rôle phare de la durabilité au même titre que la qualité, la compétitivité et l'évaluation. En 2008, le Programme des Nations-Unies pour l'environnement (PNUE) introduisait, avec des organisations partenaires telles que l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), un standard minimum facultatif pour l'industrie touristique, les *Critères mondiaux du tourisme durable*¹². Le Comité du patrimoine mondial de l'Unesco renforce, lui aussi, ses démarches vers plus de durabilité, avec le Programme sur le patrimoine mondial et le tourisme durable, que la Suisse finance en grande partie¹³.

Etant donné la quantité de défis, la convergence d'approches globales pour les relever et l'intérêt qu'un nombre croissant de destinations, de cantons, de communes et de prestataires touristiques manifestent, l'Office

⁹ www.swisstourfed.ch/charta.

¹⁰ European Commission, 2007.

¹¹ OCDE, 2010.

¹² Global Sustainable Tourism Criteria, 2008.

¹³ Unesco, décision du Comité patrimoine mondial (35 COM juin 2011 à Paris).

fédéral du développement territorial, en charge de la promotion du développement durable en Suisse, en collaboration avec le SECO, en charge du tourisme au sein de la Confédération, ont souhaité apporter quelques réponses pratiques pour aller au-delà du constat et des recommandations générales.

La présente publication vise ainsi à montrer, en s'appuyant sur une série de douze exemples d'ores et déjà à l'œuvre, comment le tourisme suisse peut s'orienter sur la voie d'un développement durable, et les marges de manœuvre qui existent pour les divers types de destinations touristiques et les différents acteurs impliqués. Elle s'adresse en priorité aux communes, villes, régions, destinations et cantons touristiques. En prime, toutes les personnes intéressées, des prestataires touristiques aux touristes eux-mêmes, y puiseront sûrement de quoi les inspirer.

Le lecteur découvrira tout d'abord une série de bonnes pratiques mises en œuvre dans différentes régions touristiques. Sur cette base, des pistes d'action sont ensuite rassemblées. Elles livrent des moyens concrets pour agir à différents niveaux.

L'intérêt et la volonté de mettre en œuvre le développement durable dans le tourisme existent, mais cette approche globale et complexe manque parfois de repères concrets. Or, nombre d'actions qui y contribuent sont déjà réalisées, mais elles sont trop peu connues. Le but de cette brochure est ainsi de documenter par l'exemple ce qu'il est possible de faire, avec des actions simples ou plus complexes et de longue haleine.

Les bonnes pratiques ci-après illustrent l'application du développement durable au tourisme via différentes entrées thématiques : le climat, l'énergie, la mobilité, la gestion du territoire, le paysage, la nature, la culture, l'éducation, l'agriculture, la construction, la solidarité sociale, la valorisation économique, le management et l'évaluation de la durabilité des projets. Elles sont le fait principalement de destinations touristiques, de communes, de villes ou de cantons, et impliquent de nombreux autres acteurs, prestataires touristiques, associations, population et touristes eux-mêmes. Elles se répartissent dans les différentes régions linguistiques de Suisse, du Jura aux Alpes en passant par les villes du Plateau.

Ces exemples ont été sélectionnés parce qu'ils sont déjà réalisés ou en cours de réalisation, et qu'ils répondent à des critères spécifiques comme la prise en compte des trois dimensions du développement durable – économie, environnement et social –, l'intégration de la responsabilité globale-internationale, la transversalité et la multidisciplinarité de la démarche. En outre, ils incluent souvent la participation de la population, sont reproductibles et faciles à transposer, et leurs résultats sont visibles et communicables.

Ces actions relèvent d'un processus dynamique et visent une amélioration continue. Elles veulent démontrer l'importance d'une approche globale et cohérente et prouver que toutes sortes d'acteurs peuvent agir, chacun à son niveau, à la mesure de ses moyens.



La Basse-Engadine mise sur la nature et la culture

Description

En Basse-Engadine (GR), le développement durable est à l'honneur. Réunies depuis 2011 sous l'appellation Tourismus Engadin Scuol Samnaun Val Müstair AG (TESSVM), dont le siège est à Scuol, les différentes régions ont fait de la nature et de la culture un point fort. La destination Engadin Scuol Samnaun, qui comprend les régions de vacances Engadin Scuol, Engadin Samnaun et Engadin Val Müstair, se caractérise par des paysages naturels et cultivés remarquables. Elle abrite le Parc national suisse et la réserve de biosphère Unesco du Val Müstair et inclut de nombreux villages à l'architecture intacte. Le développement de l'offre touristique met en valeur ces atouts et y intègre de nombreux projets pilotes et innovants, en associant notamment la population locale, les agriculteurs, les associations de protection de la nature et les milieux culturels. Les principes du développement durable sont pris en compte le plus systématiquement possible dans la mise en œuvre des activités, en particulier par un encouragement aux déplacements en transports publics (avec le projet *Vacances sans voiture*), la construction durable (p. ex. l'auberge de jeunesse de Scuol), le recours aux énergies renouvelables, la promotion des produits du terroir et la conservation et la valorisation de la nature et du paysage. Au niveau de l'organisation, le regroupement de trois régions permet la mise en commun de ressources afin d'accroître l'efficacité et de mieux se démarquer en tant que destination durable.

Lien avec le développement durable

- **Société.** La destination Engadin Scuol Samnaun contribue par ses offres à rapprocher les touristes citadins des montagnards romanches. Elle vise à sensibiliser ses visiteurs à la nature, à la culture – qu'il s'agisse d'architecture traditionnelle ou d'art contemporain – et à la santé, avec de nombreuses



Les transports publics jouent un rôle important en Basse-Engadine.

offres (bains thermaux à vocation ludique et thérapeutique, vastes réseaux pédestres, cyclistes ou de ski de fond. Des offres spécifiques s'adressent aux enfants ou aux seniors). En tant qu'employeurs, les responsables de la destination misent sur la formation continue de leurs collaborateurs, en les habilitant à être des ambassadeurs d'un tourisme de qualité et durable.

- **Environnement.** Valoriser des atouts naturels est un axe majeur de la stratégie touristique, avec la culture. Des offres d'excursions, de cours, de visites ont pour thème l'environnement, le paysage, la nature, l'agriculture, l'énergie, etc. La destination privilégie la mobilité douce. La région dispose d'un réseau dense de transports publics et bénéficie d'un bon raccordement au réseau ferroviaire. Des prix forfaitaires, qui incluent le déplacement en train, le transport des bagages et une mobilité douce sur place, incitent les vacanciers à se passer de voiture.
- **Economie.** Le développement durable est un élément moteur du développement régional. Une grande importance est accordée à la création de réseaux régionaux et à l'association des entreprises et des populations locales à ce processus. La promotion de produits du terroir, par exemple ceux de Tschlin labellisés Bun Tschlin (bière artisanale, bœuf Highland, fromage) ou des directives à l'intention des hôtels et restaurants comme dans le Biosfera Müstair-Parc Naziunal, participent à la qualité de vie des touristes.

L'organisation touristique Engadin Scuol Samnaun est chargée du marketing des prestations touristiques de la région. Elle a défini ses objectifs dans un tableau de bord, le Balanced Scorecard. Cet instrument de pilotage comprend notamment la mise en œuvre d'un modèle de coopération en faveur du développement régional, la constitution d'un réseau d'acteurs dans le domaine de la protection de la nature et de l'environnement, et la valorisation professionnelle de la nature et de la culture. Un emploi a été créé afin d'encourager un tourisme durable dans la région. L'organisation touristique elle-même se conçoit comme le centre d'un réseau et voue une attention primordiale à la communication avec tous les acteurs impliqués. Elle veille à assurer la cohérence entre la stratégie touristique et les différentes politiques régionales, cantonales et fédérales.

En vue de conserver et de mettre en valeur les paysages naturels et cultivés, la Fondation Pro Terra Engiadina a vu le jour en 2009 pour fédérer les forces en présence. En font partie toutes les communes de Basse-Engadine, le canton, la destination touristique et des organisations de protection de la nature. Elle gère de nombreux projets d'entretien de pâturages secs, de débroussaillage, de reconstruction de murs en pierres sèches, souvent avec l'aide de bénévoles et via des contrats avec les paysans, le tout allié à des mesures de sensibilisation dans les écoles et les entreprises.

Résultats

De juin à octobre, une cinquantaine de visites guidées spécifiques proposent entre autres de se familiariser avec les animaux ProSpecieRara, le romanche, la culture culinaire engadinoise, la découverte des plus belles prairies ou bas-marais, l'observation d'animaux et d'oiseaux sauvages, la cueillette de plantes médicinales ou la découverte du Val Sinestra, qui a reçu le prix Paysage 2011 de la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage. Durant toute l'année, jusqu'à dix manifestations par jour sont organisées. Chaque année, environ 3 000 personnes participent aux excursions guidées placées sous le thème de la nature ou de la culture. En collaboration avec le WWF, dix interventions sur le terrain (réfection de murs, entretien de prairies) ont en outre été organisées en 2010.

La destination tire aussi profit de projets pilotes comme Inscunter, qui encourage la mise en réseau et la collaboration transversale entre agriculture, sylviculture, protection du paysage, nature, économie et tourisme. Dans le Val Müstair, la renaturation de la rivière Rom, menée selon un processus participatif, est un autre atout paysager important pour le tourisme.

La culture n'est pas en reste. Le centre culturel Nairs propose, par exemple, une plate-forme à la scène culturelle contemporaine. Une vingtaine d'artistes

ont la possibilité d'y travailler chaque année. Le lien entre culture et environnement naturel est stimulé, entre autres, grâce à des galeristes réputés installés dans plusieurs villages.

La destination s'engage fermement pour la mobilité douce, consciente qu'en moyenne suisse, les 4/5 de la consommation énergétique des séjours sont dus aux trajets d'arrivée et de départ des touristes. Le projet *Vacances sans voiture* améliore les offres combinées qui incluent le transport et l'acheminement des bagages, ce qui élève à 25 % la part de touristes qui viennent dans la région en transports publics (au lieu de moins de 10 %). Sur place, des randonnées avec prise en charge du transport des bagages sont proposées.

Au chapitre construction et énergie, il faut mentionner l'auberge de jeunesse de Scuol, d'architecture contemporaine et modèle de bâtiment durable (standard Minergie Eco, près de la gare), lauréat de plusieurs prix, dont Green Technology. Dans le domaine de l'hébergement, le village-hôtel de Vnà est le fruit d'une collaboration avec la population locale.

La région se préoccupe également de développement durable dans le sport: l'Engadin Ski Marathon est par exemple organisé selon ses principes en suivant les recommandations de la plate-forme www.ecosport.ch.

Evaluation

Les responsables de la destination Engadine Scuol Samnaun veulent clairement donner une orientation nouvelle au tourisme. L'élargissement de l'offre, fondée sur les atouts naturels, culturels et paysagers, a conduit à mettre sur pied des propositions inédites et attrayantes grâce à un regroupement des différents acteurs de la région au sein d'un réseau permettant des synergies, la recherche de consensus et une meilleure gestion des conflits. La région en sort gagnante en termes économiques. En 2009, année difficile, la Basse-Engadine a obtenu de meilleurs résultats touristiques que beaucoup de destinations comparables en région de montagne. Les efforts doivent cependant être poursuivis, notamment dans l'aménagement du territoire.

Caractère exemplaire

Engadine Scuol Samnaun est un exemple de destination touristique de montagne qui tire profit des caractéristiques de la région – nature préservée, paysage et culture – et prend des mesures ad hoc pour les conserver et les valoriser. Sa force est de rassembler tous les acteurs, les prestataires de services touristiques, les organisations de protection de la nature et de l'environnement et les acteurs culturels, pour tirer à la même corde du développement durable.

Informations pratiques

Groupes cibles	Destinations touristiques rurales des régions de montagne.
Coûts	Budget annuel de Tourismus Engadin Scuol Samnaun Val Müstair AG : 5,2 millions de CHF.
Financement	Contributions des communes, cotisations, recettes touristiques, mandats/coopérations; contributions du canton, de la Confédération et de sponsors selon des projets spécifiques.
Lieu	Basse-Engadine: Scuol, communes comprises entre Susch et Tschlin, et depuis 2011, Samnaun et Val Müstair.
Réalisation	En 2007, création d'un poste chargé des offres allant dans le sens du développement durable, de la gestion qualitative et du réseau nature et culture.
Contact	Tourismus Engadin Scuol Samnaun Val Müstair AG (TESSVM) Stradun, 7550 Scuol Tél. +41 (0)81 861 22 22 info@engadine.com
Information	www.engadin.com ; www.nationalpark.ch ; www.biosfera.ch ; www.nairs.ch ; www.hotelvna.ch ; www.buntschlin.ch



Pionnière, la station alpine de Saas-Fee sans voiture

Description

Par son engagement de longue date, la commune de Saas-Fee (VS) (1 700 habitants, capacité d'hébergement de 7 000 lits) se distingue en tant que pionnière du développement durable. Dès 1951, au moment de l'ouverture de la route d'accès carrossable, elle décide de fermer le village au trafic. Dans le même esprit, elle fait partie, depuis 1988, de l'association GAST¹⁴, qui regroupe les lieux touristiques sans voiture de Suisse. En 1996, elle rejoint le réseau de communes Alliance dans les Alpes qui œuvre pour un développement durable dans l'Arc alpin, conformément aux objectifs de la Convention alpine. En 2002, elle obtient le label Cité de l'énergie, qu'elle renouvelle en 2008. Et elle donne jour à de nombreux autres projets qui concernent l'énergie, la mobilité douce, la protection de la nature ou la certification de la qualité (label Valais excellence¹⁵, Q-club). Pour lutter contre les lits froids, Saas-Fee est l'une des premières stations à introduire un contingentement des résidences secondaires. La bien nommée *Perle des Alpes* vise également à devenir la première commune sans poussières fines du monde. La destination Saas-Fee/Saastal réunit depuis 2007 les quatre communes de la vallée. Le développement durable est une priorité de sa nouvelle stratégie touristique : le changement climatique touche directement cette vallée, entourée de treize sommets de plus de 4 000 mètres, et qui fait face à plusieurs glaciers.

Lien avec le développement durable

- **Société.** Saas-Fee mise sur la qualité de vie de ses hôtes et de sa population : ambiance sans stress avec le concept du bien-être sans voiture

¹⁴ Neuf communes touristiques (Bettmeralp, Braunwald, Wengen, Mürren, Riederalp, Rigi, Saas-Fee, Stoos et Zermatt) en font partie. Elles s'engagent à bannir le trafic automobile dans leurs centres. www.gast.org.

¹⁵ Label basé sur les normes ISO 9001 (management de la qualité) et 14001 (management de l'environnement).

et l'air pur qui en découle, obtention du label *Familles bienvenues*, etc. Sport, santé et intergénération sont quelques mots-clés des offres proposées. Les démarches participatives dans la commune et avec les visiteurs favorisent une meilleure acceptation des mesures en faveur du développement durable.

- **Environnement.** Par la promotion de l'accès en transport public, la mise à disposition d'une voiture Mobility Car Sharing, un vaste réseau piétonnier, etc., Saas-Fee fait de la mobilité douce un point fort. Et la commune s'engage dans d'autres domaines : énergie, nature et paysage, aménagement du territoire ou qualité de l'air (poussière fines).
- **Economie.** L'économie profite de cette orientation utilisée comme argument de marketing. Les produits du terroir figurent au menu des hôtels et restaurants. Saas-Fee compte aussi des prestataires touristiques qui s'engagent de manière innovatrice, tel l'hôtel Ferienart & Spa qui a, entre autres, obtenu le label du bouquetin (Steinbock) ou le Milestone 2008 (prix de durabilité pour le tourisme suisse) garant du respect de la durabilité.

Mise en œuvre

La commune de Saas-Fee dispose d'une commission environnement, l'Öko-Team Saas-Fee, constituée en particulier de représentants du Conseil communal. Pour faciliter les échanges entre les milieux du tourisme, la population et les vacanciers et pour les sensibiliser à ces thèmes, elle organise régulièrement des réunions publiques.

Pour accroître leur efficacité, les quatre communes de la vallée, Saas-Fee, Saas-Grund, Saas-Almagell et Saas-Balen se sont regroupées au sein de la destination touristique Saas-Fee/Saastal en 2007. Elles ont défini leur vision dans une stratégie qui associe les entreprises et les populations locales. Elles y fixent des objectifs environnementaux (notamment une utilisation durable des ressources), sociaux et économiques. La nature y est inscrite comme étant le capital. En parallèle, les chemins de fer de montagne Saas-Fee Bergbahnen SA ont forgé une stratégie qui intègre les principes du développement durable. La durabilité est largement communiquée et figure en bonne place sur son site Internet.

Résultats

Cette orientation pour un développement durable est devenue pour Saas-Fee un argument de marketing. L'équipe japonaise de la coupe du monde 2010 a choisi Saas-Fee en partie pour ces raisons. Parmi les projets pour encourager le recours aux énergies renouvelables, il y a le turbinage de l'eau potable pour produire du courant.



Pont sur l'Allmagellbach et prise d'eau du bisse Moosgufer.
Filtre à poussières fines à Saas Fee.

La qualité de l'air, notamment durant la saison d'hiver, a pu être très sensiblement améliorée. Saas-Fee a en effet déclaré la guerre aux particules fines : 70 % des chauffages au bois dans les constructions privées et publiques (quelque 300 cheminées) ont été équipés de filtres à particules fines grâce au soutien financier de la commune et des entreprises. La destination touristique est ainsi en passe de devenir la première du monde sans poussières fines. Par cette action, elle stimule également l'économie locale, un tiers de l'investissement d'environ un million de francs allant à des entreprises locales.

Saas-Fee compte trois fois plus de lits dans des résidences secondaires que dans l'hôtellerie. La commune a adopté un contingentement pour lutter contre ces lits froids : elle limite à 1500 m² les nouvelles surfaces constructibles par année. Elle privilégie les projets dont la part de surface habitée à l'année est importante.

A quelques exceptions près, telles que médecins, pompiers et voirie, la station n'admet que les véhicules électriques. Les problèmes de surcharge de trafic qui entravent la circulation piétonne aux heures de pointe n'épargnent cependant pas Saas-Fee.

Avec l'ancrage régional, la mise sur pied d'un système de management intégré (SMI) est un autre pilier de la stratégie de développement durable

pour garantir la qualité. L'Office du tourisme est labellisé Valais excellence depuis 2005 (certification ISO 9001 et 14001) et l'administration communale travaille pour obtenir ce label.

Evaluation

L'orientation *développement durable* porte ses fruits, car un grand nombre d'acteurs – autorités, prestataires touristiques, entreprises locales et population – y adhèrent grâce à une démarche participative et multidisciplinaire. Saas-Fee a su profiter avant les autres des avantages d'une station sans voiture pour le bien-être des touristes et de la population. Elle a fait de la qualité un point fort, comme le démontrent de nombreux labels.

Des efforts sont à poursuivre dans les domaines de la nature et du paysage. Une grande partie des pistes de ski est enneigée artificiellement, ce qui implique une forte consommation d'eau et d'énergie, l'accès au village a encore lieu surtout en voiture, et l'aménagement du territoire reste un sujet conflictuel. De plus, le développement durable appliqué de manière concrète pourrait mieux être intégré à l'école.

En participant à l'étude Adaptation aux changements climatiques dans une région de montagne, étude de cas Vallée de Saas¹⁶, la destination, se prépare à relever les défis à venir et fait, là encore, œuvre pionnière. Elle a reçu de nouvelles impulsions en faveur de la protection du climat et des recommandations pour s'adapter à ce phénomène dans les secteurs de l'eau, de l'urbanisme et des infrastructures, de la biodiversité et des écosystèmes ainsi que du tourisme.

Caractère exemplaire

En sa qualité de Cité de l'énergie et de membre du réseau de communes Alliance dans les Alpes, la commune de Saas-Fee a été précurseur en matière de développement durable et a su en faire un atout touristique. De communal, son engagement est devenu régional et s'étend désormais à toute la vallée. Pour la destination touristique Saas-Fee/Saastal, le développement durable est un pilier. Cette démarche fait ressortir les marges de manœuvre dont jouit une commune pour intégrer le développement durable au tourisme. Les mesures de contingentement de résidences secondaires sont particulièrement intéressantes pour d'autres destinations, de même que la mobilité douce et les efforts de ce village situé au pied d'un glacier pour s'adapter aux effets du changement climatique.

¹⁶ Dirigée par le bureau econcept AG et avec la participation des communes, du canton, de la population et d'autres acteurs, dont le WWF. Résultats présentés en mars 2011.

Informations pratiques

Groupes cibles	Stations touristiques, communes.
Financement	Communes de la Vallée de Saas, notamment Saas-Fee, canton, Confédération, particuliers.
Lieu	Saas-Fee, destination Saas-Fee/Saastal, canton du Valais.
Réalisation	Depuis 1951, renoncement à la voiture non électrique, depuis 1996, membre fondateur d'Alliance dans les Alpes.
Contact	Saas-Fee/Saastal Tourismus Gemeindeverwaltung Saas-Fee Rasso Bumann, Gemeinderat 3906 Saas-Fee Tél. +41 (0)27 958 11 88 gemeinde@3906.ch
Information	Destination Saas-Fee/Saastal : www.saas-fee.ch/fr Commune de Saas-Fee : www.3906.ch www.alpenallianz.org ; www.ferienart.ch ; www.steinbock-label.ch ; www.gast.org ; www.valais-excellence.ch
Projets comparables connus	Arosa (GR), station touristique qui favorise l'acheminement de ses hôtes en transports publics et propose des offres neutres pour le climat. www.arosa.ch



Paléo Festival Nyon invente le tourisme culturel responsable

Description

La ville de Nyon abrite sur son territoire le plus grand festival de musique open air de Suisse, le Paléo Festival. Lancé en 1976, il accueille en six jours 230 000 spectateurs, 1500 musiciens et techniciens, plus de 4 000 bénévoles et 8 000 campeurs. Cette manifestation, dont l'organisation accorde la plus grande attention aux aspects environnementaux et sociaux, fournit une contribution importante au développement durable de la ville et de la région, notamment en favorisant un tourisme de proximité: 87 % du public proviennent de Suisse romande, dont 30 % des environs immédiats.

Signataire d'une *Charte des valeurs*, le Paléo Festival intègre le développement durable à sa philosophie. Sur la responsabilité sociale, il se réfère à des principes éthiques pour le sponsoring et édicte des règles de respect entre spectateurs, collaborateurs et artistes; il pratique une politique de prix avantageux qui favorise un accès à tous, notamment aux familles. Une commission ad hoc définit une politique environnementale qui fixe des objectifs annuels chiffrés pour réduire la quantité de déchets, encourager l'utilisation des transports publics et minimiser la consommation d'énergie et d'eau. Une excellente collaboration a lieu avec les autorités de la ville et les services communaux. L'interconnexion avec l'économie et la société locales est forte. Essentiels au festival, les bénévoles proviennent également en grande majorité de la région. L'ancrage régional est ainsi un point fort du festival.

Lien avec le développement durable

- **Société.** Le Paléo Festival veut allier esprit de fête et de musique et responsabilité sociale, ouverture artistique et culturelle et respect de la

diversité sociale. Cela se traduit par une série de valeurs qui orientent les décisions du comité d'organisation. La politique des prix pratiquée garantit l'accès à tous. Et Paléo attache de l'importance à la santé des festivaliers.

- **Environnement.** La politique environnementale se concrétise par des objectifs chiffrés et la mise en place de mesures ciblées : tri des déchets sur le site et le camping, système de consigne pour des gobelets réutilisables, recours à de l'électricité verte à 100 %, installations pour diminuer la consommation d'eau. Un point fort a trait aux transports : encouragement aux transports publics, covoiturage. Sur le climat, les organisateurs ont publié pour la première fois en 2010 un bilan carbone afin de réduire leurs émissions de CO₂.
- **Economie.** Paléo, qui s'appuie sur le bénévolat, est autonome financièrement et ne sollicite aucune subvention. Pour garantir son indépendance, le sponsoring ne doit pas dépasser 15 % des recettes. Tout bénéfice est réinvesti pour améliorer la qualité. En outre, Paléo a créé la fondation Equiléo, qui vise à soutenir financièrement des activités culturelles, sociales et de prévention. La politique d'achats privilégie les producteurs et les fournisseurs de la région.

Mise en œuvre

L'association à but non lucratif Paléo Arts et Spectacles gère le festival. Elle dispose d'une équipe d'une cinquantaine de professionnels. Une commission environnement et un responsable pour le développement durable fixent les objectifs annuels, soit pour 2011 : 40 % des visiteurs qui se déplacent en transports publics ; une quantité de déchets par personne de 800 grammes et au moins 50 % des déchets triés ; une consommation d'énergie réduite à 710 Wh par participant et exclusivement à partir d'énergies renouvelables ; une consommation d'eau par visiteur limitée à 20 litres.

La sensibilisation au développement durable se fait notamment au moyen d'un stand Info environnement, du site Internet, de dépliants et de messages des médias. Selon une enquête menée en 2010, 91 % du public a une bonne, voire une excellente opinion de la politique environnementale du festival. Paléo développe depuis quelques années des collaborations avec les Hautes écoles spécialisées (HES) de Genève : la Haute école d'art et de design pour le concept visuel, la Haute école de gestion pour la réalisation d'une enquête de satisfaction. Les synergies entre le Festival et Nyon se renforcent. La ville a engagé une personne chargée de coordonner et de gérer les relations entre l'administration communale et les organisateurs de manifestations pour assurer des relations efficaces et valoriser les potentiels de collaboration.



Système de gobelets recyclables et consignés, et scènes accessibles aux chaises roulantes.

Résultats

La part du public qui s'est déplacée en transports publics a passé de 27 % en 2005 à 40 % en 2010 grâce à une série de mesures : trains et bus gratuits entre Nyon et l'Asse, prix spéciaux dans tous les trains, offre de trains de nuit toujours plus étoffée, bus spéciaux. En matière de déchets, sur les 246 tonnes générées en 2010, soit 820 grammes par personne (objectif : 800 g), 49 % ont été triées et recyclées (15 % en 2000) grâce au travail des *aspirators*, équipes de 300 personnes vêtues de vert qui trient et nettoient le terrain, et à plusieurs mesures : augmentation du nombre poubelles spécifiques (PET, alu, déchets à incinérer), instauration de mini-déchetteries pour les stands, interdiction aux partenaires de distribuer des dépliants ou des échantillons, utilisation de gobelets consignés et de papier recyclé. Paléo consomme, depuis 2006, exclusivement du courant vert Vivonatur, labellisé Naturemade Star, y compris pour ses bureaux. Il recourt à des systèmes d'éclairage économiques, fournit aux bars des interrupteurs « en un seul clic », utilise des minuteries, sensibilise ses fournisseurs à la nécessité de s'équiper de frigos étiquetés en classe A. Les mesures prises pour diminuer la consommation d'eau (utilisation de réducteurs de débit d'eau, urinoirs sans eau dans certains lieux, etc.) permettent d'approcher l'objectif fixé. Depuis 2010, Paléo réalise un Bilan Carbone® qui comptabilise ses émissions et sert d'outil stratégique pour agir sur les sources les plus importantes : 90 % proviennent des intrants (matériaux, aliments...), du fret et des déplacements.

La programmation reflète la richesse de la créativité musicale sur les plans national et international. A côté des vedettes, un « Village du Monde » donne l'occasion à des artistes non connus de différents pays du Sud de se produire. Les stands de nourriture font découvrir les plats de différentes communautés étrangères. Pour garantir un accès à tous, le prix des billets est maintenu aussi bas que possible (réduction pour étudiants, AVS, AI, entrée gratuite pour les moins de 12 ans) et les entrées sont offertes aux accompagnants de personnes handicapées. Ces dernières ont des places réservées pour chaque scène et des accès pour fauteuils roulants sont aménagés. Paléo se préoccupe également de la santé des festivaliers grâce à des mesures de prévention de la consommation d'alcool et de drogues, et de protection acoustique du public : offre de zones calmes et espaces de détente, tampons auriculaires, contrôle régulier du niveau sonore des concerts. L'importante demande permet au festival de conserver son indépendance économique.

Evaluation

Les organisateurs visent un festival « aussi vert que possible » et s'en donnent les moyens. L'affluence du public et l'atmosphère familiale et décontractée qui y règne témoignent des efforts en faveur du respect social. Le public est fidèle : 79 % ont participé à plus de trois éditions du Festival, et 98 % pensent revenir l'année suivante. Le Paléo Festival est un excellent étendard pour l'image de marque de la ville et de la région de Nyon. La collaboration entre les organisateurs du festival et la ville devrait d'ailleurs se renforcer : la commune, qui a une stratégie de développement durable, a l'intention d'inciter le secteur de la gastronomie et du commerce de détail, de même que les autres manifestations à mieux prendre en compte le développement durable dans leurs offres et dans leur organisation. Et Paléo étudie la possibilité d'un plan partiel d'affectation (PPA) pour faciliter la mise en conformité de ses installations, même provisoires, en matière d'aménagement du territoire.

Caractère exemplaire

Paléo a acquis une renommée sur le plan du développement durable grâce à ses résultats concrets. Son rayonnement culturel et son engagement affiché lui confèrent une capacité à faire passer ce message auprès du public, des artistes, des fournisseurs et des collaborateurs, et aussi des autorités, de l'administration de la ville de Nyon et des milieux touristiques. Toutes les actions de Paléo forment un ensemble cohérent qui fait office de modèle pour des manifestations de grande envergure en Suisse et à l'étranger. Pour preuve, de nombreux prix ou certifications suisses et internationaux lui ont été décernés : p. ex. le Prix suisse de l'éthique ou le MIDEM Green World Award.

Informations pratiques

Groupes cibles	Organisateurs de festivals, autorités communales.
Coûts	Budget 2010 : 22 millions de CHF, dont 2 % pour l'environnement.
Financement	Recettes assurées par les entrées (50 %), les bars, restaurants, boutiques et stands (34 %), ainsi que les sponsors (15 %).
Lieu	Ville de Nyon (zone d'Asse).
Réalisation	Manifestation estivale annuelle, depuis 1976 ; <i>Charte des valeurs</i> depuis 2005.
Contact	Paléo Arts & Spectacles, Délégué au développement durable Case postale 1320, 1260 Nyon 1 Tél. +41 (0)22 365 10 10 info@paleo.ch Ville de Nyon, Sarah Huber, déléguée à l'énergie et au développement durable Place du Château 3, 1260 Nyon Tél. +41 (0)22 363 82 24 sarah.huber@nyon.ch
Information	www.paleo.ch
Projets comparables connus	En Suisse: l'Open Air de Saint-Gall et le Gurten Festival. A l'étranger : Festival de Roskilde (DK), le Printemps de Bourges (F), le Festival des Vieilles Charrues (F), le Festival d'Eté de Québec (Ca).



Zürich Tourismus vise la neutralité climatique

Description

Organisation de marketing touristique de la ville et région de Zurich, Zürich Tourismus s'est dotée d'objectifs ambitieux en matière de développement durable. En signant la charte de durabilité de Suisse Tourisme, en adoptant des principes de gestion qualitative et environnementale par des certifications ISO 9001 et 14001, et en réduisant et en compensant ses propres émissions de CO₂, Zürich Tourismus en a déjà atteint une partie. L'office touristique vise la neutralité climatique et propose depuis 2011 aux visiteurs, particuliers et entreprises de compenser leurs émissions de CO₂ en collaboration avec l'organisation *myclimate*. Dans le domaine des congrès, il s'engage pour un tourisme durable et vert, en incitant les hôtels, centres de congrès et organisateurs d'événements à prendre des mesures en faveur du climat en limitant leurs émissions de gaz à effet de serre : réduction des déchets, promotion de produits régionaux, offre de transport public sur place, sensibilisation des hôtes à la problématique du climat, etc.

En parallèle, Zürich Tourismus s'efforce d'assumer ses responsabilités sociales d'entreprise, en interne et vis-à-vis de l'extérieur.

Lien avec le développement durable

- **Société.** La sensibilisation et la formation sur l'environnement et le développement durable jouent un grand rôle pour Zürich Tourismus. Ses quelque 60 employés, cadres inclus, sont régulièrement informés des mesures de développement durable et encouragés à adopter un comportement qui favorise la durabilité, dans le cadre professionnel comme privé. Conformément à ses principes d'entreprise socialement responsable, Zürich Tourismus soutient des projets de solidarité internationale tels que l'exposition



En collaboration avec la ville et la région, Zürich Tourismus mise sur la mobilité douce.

itinérante *De l'eau pour tous!* d'Helvetas ou la vente de la bouteille d'eau ZH2O en faveur du projet d'entraide *PlayPumps* en Tanzanie.

- **Environnement.** Zürich Tourismus s'engage en faveur de la mobilité douce. La *ZürichCard* offre aux hôtes la possibilité d'emprunter les transports publics à moindre prix et de profiter de réductions sur l'entrée de musées et de différentes entreprises partenaires. Les offres commercialisées comptent notamment le prêt de vélos, des forfaits avantageux pour celles et ceux qui voyagent en train et un partenariat avec *SuisseMobile* pour la coordination des réseaux pédestres et cyclistes. Les offres touristiques incluent des visites de la ville sans incidence climatique, signalées par le symbole *feuille verte* pour leur respect de l'environnement, par exemple le *tour de ville durable* ou *la nature à Zurich*. Des recommandations détaillées figurent sur le site Internet pour planifier son voyage de manière durable. L'organisation touristique mesure en permanence l'impact environnemental de ses activités, définit des objectifs annuels, apporte des améliorations continues et compense ses émissions de CO₂.
- **Economie.** Zürich Tourismus encourage les hôtels à entreprendre des certifications ou labellisations en matière du développement durable et à en faire un atout économique. Elle recommande des certifications et labels tels que Goût Mieux, label de durabilité Steinbock (Bouquetin), certification



Transports publics à prix réduits et entrée libre dans tous les musées zurichois grâce à la *ZürichCARD*.

ISO 14001, etc. et propose le concept Green Meeting, élaboré avec le WWF et fondé sur trois principes : réduire, compenser, communiquer.

Mise en œuvre

La responsable du développement durable de Zürich Tourismus encadre la mise en œuvre en coordination avec les équipes compétentes. Leur approche s'appuie sur les lignes directrices de durabilité de la ville, qui visent une société à 2 000 watts. L'objectif de l'organisation à long terme est de convaincre les prestataires de services de toute la chaîne touristique de proposer des offres durables pour élargir sans cesse l'éventail disponible.

Dans une première étape, un sondage effectué auprès de 60 établissements hôteliers révèle que beaucoup ont adopté des mesures de développement durable qu'ils considèrent très importantes pour leur avenir. Une liste des entreprises (hôtels, auberges de jeunesse, organisateurs d'événements, etc.) les plus respectueuses des principes du développement durable et de l'environnement figure sur le site Internet. S'y trouve également une information sur les labels et une check-list de points à prendre en compte dans la planification et la gestion d'un événement selon les critères du développement durable.

En un an, l'organisation a amélioré massivement son efficacité énergétique grâce à l'instrument de contrôle d'énergie des EKZ (services industriels du canton de Zurich) en installant des appareils économes en énergie pour les serveurs, ordinateurs, etc. Par la compensation des émissions de CO₂, elle a pu soutenir un projet en Inde. La formation et la sensibilisation au sein de l'entreprise constituent une partie essentielle de la démarche de développement durable.

Evaluation

Zürich Tourismus est la première organisation touristique à mesurer, réduire et compenser ses émissions de CO₂. Elle a repris à son compte les exigences politiques et les impulsions formulées par la ville de Zurich dans son engagement pour le développement durable et les a transposées dans le domaine touristique.

Caractère exemplaire

Zürich Tourismus fait de son engagement un atout pour se profiler avec des solutions nouvelles et transformer une crise en opportunité. Il montre ce que peut accomplir une ville pour intégrer le développement durable dans le tourisme (38 % des nuitées en Suisse concernent les villes. Données de Suisse Tourisme, 2010). En s'illustrant ainsi au sein de son organisation, il incite ses partenaires, prestataires de services touristiques ou d'autres villes à faire de même.

Informations pratiques

Groupes cibles	Organisations touristiques de destinations urbaines, villes, administrations urbaines.
Lieu	Ville et région de Zurich.
Réalisation	Introduction du développement durable de manière explicite depuis 2010.
Contact	Zürich Tourismus Stampfenbachstrasse 52, case postale 8021 Zurich Tél. +41 (0)44 215 40 75 information@zuerich.com
Information	www.zuerich.com ; www.myclimate.ch
Projets comparables connus	Canton de Fribourg : utilisation de la plate-forme www.leclimatentrenosmains.org pour inciter la population à adopter un mode de vie peu émetteur de CO ₂ . Paris, destination touristique durable : www.parisinfo.com/tourisme-durable/



Le patrimoine mondial Alpes suisses Jungfrau- Aletsch sensibilise au changement climatique

Description

Les 25 communes valaisannes et bernoises de la région, inscrite au Patrimoine mondial de l'Unesco, Alpes suisses Jungfrau-Aletsch (SAJA) se sont associées en 2001 pour prendre en main leur destin. En souscrivant à un Agenda 21 régional, elles se sont engagées pour un développement durable de leur territoire et ont signé la *Charta vom Konkordiaplatz*. Sur cette base, elles ont élaboré un plan de gestion. Le paysage naturel de cette région comprend cinq des sept plus grands glaciers alpins. C'est aussi un paysage habité et exploité depuis des siècles. Le centre de gestion du patrimoine mondial et d'autres acteurs y réalisent des projets de sensibilisation des touristes, des populations locales et des écoles à la thématique du climat. Cette région se prête particulièrement bien à l'étude du phénomène global du changement climatique par l'observation des vitesses de retrait des différents glaciers : depuis 1850, le glacier d'Aletsch a perdu un quart de sa superficie.

Lien avec le développement durable

- **Société.** La *Charta vom Konkordiaplatz* résulte d'un large processus participatif qui a associé les communes et de nombreux autres acteurs. Il en résulte une démarche dont les points forts sont l'information et la formation : des cours et des formations continues sont offerts au grand public sur les glaciers, l'eau, le climat, le tourisme, l'agriculture, le paysage et la nature. Le changement climatique et la conservation du patrimoine mondial sont les principaux thèmes étudiés dans une perspective de développement régional durable.
- **Environnement.** Le paysage naturel d'Alpes suisses Jungfrau-Aletsch est une source d'information de premier ordre sur la genèse des montagnes et des glaciers et sur le changement climatique. Un monitoring sert de base



Le traditionnel estivage des moutons fait partie du développement durable de la région d'Aletsch.

pour la sensibilisation: des exemples concrets révèlent les problèmes liés au réchauffement climatique. Des communes du périmètre du SAJA ont renoncé à la circulation automobile et ne sont atteignables qu'en transports publics, ce qui contribue à protéger le climat. Et toute la région promeut l'utilisation des énergies renouvelables.

- **Economie.** Ce paysage de haute montagne exceptionnel, qui contraste de manière frappante avec le paysage cultivé environnant, représente un atout touristique décisif. Or, les modifications dues au changement climatique ont des conséquences sur le tourisme, p. ex. l'enneigement, le paysage. Le projet international Interreg *ClimAlptour – Climate Change and its impact on tourism in the Alpine Space*, appliqué dans la région pilote d'Aletsch, vise à sensibiliser les prestataires touristiques au changement climatique et aux adaptations requises pour le tourisme.

Mise en œuvre

Alpes suisses Jungfrau-Aletsch est le premier site alpin à avoir figuré sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco, en 2001. Les dix-sept communes valaisannes et les huit communes bernoises concernées ont créé une fondation, qui est responsable d'un centre de gestion. Ce dernier, basé à Naters, est chargé de la direction opérationnelle et emploie quatre

personnes à plein temps. Le plan de gestion résulte d'un partenariat stratégique avec l'Institut de géographie de l'Université de Berne et d'un processus participatif sous forme de forums publics: plus de 250 personnes constituées en groupes thématiques ont défini des objectifs, des champs d'intervention et des mesures dans les domaines de la nature et de l'environnement, de l'économie et de la culture, de l'organisation et de la communication. Toutes les communes impliquées et les organisations de protection et d'exploitation sont représentées dans l'organe responsable (la fondation). Le centre de gestion lance ses propres projets et coordonne ceux que proposent des organismes tiers, tels que les prestataires touristiques. Les communes du SAJA, de leur côté, mettent en œuvre d'autres actions qui contribuent à favoriser le développement durable de la région.

Résultats

Deux projets visent particulièrement à sensibiliser au changement climatique les vacanciers, la population et tous les acteurs de la région: la mise en place d'un système de monitoring régional et, sur cette base, le développement de moyens d'information tels que des brochures et un site internet (www.mySwissalps.ch).

Dans la région de la Jungfrau (communes de Lauterbrunnen et de Grindelwald), l'association Jungfrau Klima CO₂ Operation s'engage aussi en faveur de la sensibilisation au changement climatique. Elle propose aux particuliers, entreprises, organisations et collectivités publiques de mettre en place, sur une base volontaire, des mesures pour protéger le climat et utiliser l'énergie de manière efficace. L'association Schweizerische Vereinigung für Standortmanagement a récompensé la région de la Jungfrau avec le SVSM Award 2011 pour avoir notamment établi un bilan des émissions de CO₂ en 2010. Le résultat (5 tonnes par personne par année) a permis d'identifier les plus grands potentiels de réduction de ces émissions. S'y ajoutent des projets tels qu'Eiger-Klima-Schulen, offre pédagogique dont quelque 2000 élèves ont profité entre juin et octobre 2010, et le Jungfrau-Klimaguide, qui permet aux visiteurs d'arpenter sept sentiers climatiques, un guide multimédias à la main.

La région d'Aletsch compte parmi les régions pilotes du projet européen ClimAlptour consacré aux interactions entre changement climatique et tourisme et destiné à élargir l'offre touristique sur toute l'année. Les stratégies d'adaptation proposées comprennent une utilisation plus efficace de l'eau et de l'énergie en cas d'enneigement artificiel, la mise en place de randonnées gastronomiques avec dégustation de spécialités locales, et la création d'offres culturelles en vue de promouvoir le tourisme estival.

Le Lötschental a, lui aussi, composé son sentier thématique et didactique dédié au climat et au paysage glaciaire: il est jalonné de 23 stations qui

dispensent des informations sur la genèse du paysage, par des brochures ou au moyen du téléphone mobile (via Internet) avec code QR. Pour l'accès à la région, il est particulièrement recommandé d'utiliser les transports publics. Tous les sites sont faciles à atteindre en train, bus ou téléphérique, et il existe de nombreux forfaits et offres : ErlebnisCard, Regionalpass, location de voitures électriques par Alpmobil.

Evaluation

Le changement climatique et ses répercussions soumettent le tourisme et l'agriculture de montagne à un rude défi. Le patrimoine mondial est devenu un lieu de dialogue entre les acteurs de la recherche, de la culture, de la protection de l'environnement et du tourisme. La mise en pratique des préceptes du développement durable est une tâche de longue haleine compte tenu des vastes dimensions du paysage concerné et du grand nombre d'acteurs. Le fait d'associer systématiquement la population locale à la définition des objectifs et des projets a renforcé le pouvoir d'identification des habitants et des touristes au patrimoine mondial. Pour accroître sa visibilité, un centre destiné à l'accueil des visiteurs, le World Nature Forum, est en cours de construction à Naters. Ses activités seront coordonnées au développement régional. Il favorisera une interaction optimale garante d'efficacité entre recherche, communication et mise en œuvre. La tâche de concilier les intérêts de protection et ceux d'une exploitation aussi durable que possible n'est cependant pas toujours facile.

Caractère exemplaire

Le patrimoine mondial Alpes suisses Jungfrau-Aletsch est un exemple de processus participatif bien ancré à la base, dans une région au patrimoine naturel et culturel important, doublé d'une destination touristique prisée. SAJA sensibilise aussi bien la population locale que les touristes aux effets du changement climatique. La démarche présente une manière d'allier nature et tourisme, en s'associant aux prestataires touristiques pour lancer et commercialiser de nouvelles offres.

Informations pratiques

Groupes cibles	Destinations, communes et régions touristiques.
Coûts	Budget annuel du centre de gestion : env. 1,5 million de CHF.
Financement	Diverses contributions : Confédération, communes, organisations touristiques, les cantons de Berne et du Valais (par des contrats de prestations avec les organes responsables) ; participation de milieux privés au sein de partenariats public-privé pour le financement de projets spécifiques.
Lieu	Région Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn (BE et VS), 25 communes.
Réalisation	Depuis 2001.
Contact	Managementzentrum Beat Ruppen Kehrstrasse 12, 3904 Naters Tél. +41 (0)27 958 11 88 info@jungfraualetsch.ch
Information	www.jungfraualetsch.ch ; www.worldnatureforum.com ; www.mySwissalps.ch ; www.unesco-destination-schweiz.ch ; www.unesco.ch ; www.climalptour.eu ; www.jungfrauklima.ch ; www.eigerclimate.ch ; www.alpmobil.ch
Projets comparables connus	Réserve biosphère Unesco de l'Entlebuch : www.biosphaere.ch



Le canton des Grisons adopte une stratégie pour les résidences secondaires en lien avec les communes

Description

Les résidences secondaires constituent depuis des années un sujet controversé (voir note p. 51). Elles représentent un fort potentiel de développement touristique qui mérite d'être davantage intégré au développement territorial. Les régions touristiques se caractérisent par un espace naturel ou construit fragile qui pose des défis à l'aménagement du territoire.

Dans le canton des Grisons, 40% des logements, soit environ 50 000, sont des résidences secondaires. Elles représentent un secteur économique important, générateur de près d'un milliard de francs par an, soit quelque 10% du produit intérieur brut du canton. Mais elles cumulent des effets indésirables : coûts d'infrastructures élevés pour des logements occupés en moyenne cinquante jours par an, mitage du paysage, ressource capitale pour le tourisme, lits froids qui ne participent pas au développement économique local, hausse des prix des terrains et des loyers qui deviennent inaccessibles aux indigènes. Le canton des Grisons entend gérer cette problématique de manière plus durable. Il a révisé son plan directeur dans l'optique de freiner la construction de résidences secondaires non exploitées commercialement et de mieux gérer ce type d'hébergement. Il impose ainsi à 35 communes, qui sont des centres touristiques, de mettre en œuvre des mesures à cette fin d'ici 2013. A cet effet, il met à disposition une boîte à outils qui associe plusieurs solutions : contingentement, incitation à la location, introduction de taxes en lien avec le taux d'occupation, etc. Deux cas déjà réalisés illustrent cette démarche :

- une initiative populaire a conduit la Haute-Engadine à introduire un contingentement des résidences secondaires et à l'inscrire dans un plan directeur régional ;
- un complexe de vacances, le *rocksresort*, sur la commune de Laax, offre un bon exemple de densification, de construction durable et de création et de gestion de lits chauds.

- **Société.** La révision du plan directeur cantonal a fait l'objet d'un processus participatif avec les communes et les régions concernées. Un des objectifs sociaux est de lutter contre la pénurie de logements abordables pour la population résidente. En Haute-Engadine, le plan directeur régional résulte également d'un processus participatif avec les onze communes.
- **Environnement.** La gestion contrôlée de résidences secondaires limite la consommation de sol et de ressources naturelles et paysagères. A Laax, le complexe est construit selon les standards Minergie avec des matériaux régionaux. La Haute-Engadine a instauré de nombreuses mesures dans le domaine de l'énergie : biogaz, label Cité de l'énergie, etc.
- **Economie.** Le faible taux d'occupation des résidences secondaires est un frein aux retombées économiques à long terme. La révision du plan directeur cantonal et les mesures entreprises visent à accroître la compétitivité des destinations touristiques. Il s'agit en particulier de renforcer les piliers traditionnels du tourisme : hôtellerie, chemins de fer de montagne et commerces.

Mise en œuvre

La modification du plan directeur sous le titre *Résidences principales et secondaires et hébergement dans le secteur du tourisme* a pour objectifs de canaliser la construction des résidences secondaires, d'augmenter leur taux d'occupation et de promouvoir les résidences primaires dans les régions et communes touristiques. Elle s'adresse à 35 communes (sur 178) qui, à l'horizon 2013, doivent définir et appliquer des réglementations communales en la matière. Les mesures doivent être coordonnées à un niveau supracommunal pour éviter le report sur les communes voisines. Au sujet des lits froids, qui représentent 60 à 85 % de toutes les résidences secondaires, le plan directeur formule un objectif quantitatif : à l'avenir, la construction de nouvelles résidences secondaires sera limitée au tiers de leur nombre actuel. Cela ne concerne pas celles qui sont exploitées toute l'année (lits chauds), qui sont liées à des établissements hôteliers ou touristiques ou mises en location. Enfin, le plan directeur définit des exigences précises concernant les sites d'implantation et les procédures pour les complexes touristiques. Les changements d'affectation de zone pour de nouvelles résidences secondaires non exploitées sont fortement restreints. La boîte à outils que le canton a conçue pour faciliter l'application de ces dispositions contient des définitions, des esquisses de procédures pour les communes et les aménagistes, et une douzaine de mesures ponctuelles : gestion active des terrains à bâtir, définition de contingents, proportion de résidences principales, taxes d'incitation, impôts sur les résidences secondaires, etc.



Le « rocksresort » à Laax représente une bonne alternative aux lits froids.

Résultats

Nombre de communes planifiant ou ont déjà pris des mesures : introduction d'une taxe d'incitation spécifique pour les résidences qui ne sont pas mises en location comme à Silvaplana ; limitation à 2 000 m² de surface brute de plancher par an (trois fois moins que ces dernières années) comme à Arosa ; combinaison entre une réglementation sur la proportion de résidences principales, un contingentement différencié et une zone hôtelière, comme à Pontresina ; établissement d'une zone de résidences secondaires exploitées à des fins touristiques (lits chauds) comme à Savognin.

En Haute-Engadine, l'initiative populaire acceptée en 2005 a débouché sur l'élaboration d'un plan directeur régional adopté en 2008. Ce plan arrête un contingent global de résidences secondaires limité à 12 000 m² de surface brute de plancher par an, réparti entre les communes. Il règle aussi les questions de protection du paysage et de la nature, d'espace pour la faune sauvage, d'eaux superficielles, de transports, etc. Le complexe touristique *rockresort* a été inauguré en 2009 sur l'ancienne aire de stationnement des chemins de fer de montagne de Laax. Auparavant, la commune de Laax avait défini un taux d'utilisation optimal et des modalités de desserte efficaces à prendre en compte dans le plan de quartier. Le nouveau complexe, qui comprend 1000 lits, allie une densité élevée de constructions, des exigences vis-à-vis des propriétaires pour accroître le taux d'occupation des

logements (durée d'occupation limitée à trois semaines en haute saison et illimitée le reste de l'année pour les propriétaires, mise en location en leur absence), la proximité des télécabines et une architecture de qualité. Les bâtiments répondent aux standards énergétiques et sont construits avec des matériaux locaux, notamment le quartzite de Vals. Le complexe représente une bonne alternative aux résidences secondaires à lits froids. Il joue un rôle important pour améliorer le taux d'utilisation des infrastructures existantes, accroître la fréquentation des prestataires touristiques, des commerces et restaurants, et générer ainsi plus de valeur ajoutée. La commune de Laax soutient en outre des projets de construction qui réservent une part des logements à la population locale (*Wohnen für Einheimische*).

Evaluation

Le canton des Grisons a pris des mesures déterminantes pour l'avenir. Les effets sur le paysage et sur la plus-value économique ne seront cependant visibles qu'à moyen et long terme. En 2010, la construction de résidences secondaires aux Grisons a en effet continué de croître. Les exemples de Haute-Engadine et de Laax révèlent les marges de manœuvre dont les communes disposent pour appliquer les directives cantonales et les limites auxquelles elles se heurtent. Le contingentement, par exemple, ne résout pas le problème de fond des résidences secondaires. En Haute-Engadine, il a fait monter les prix. C'est pourquoi des mesures d'accompagnement s'imposent, telles que l'introduction d'une réglementation sur la proportion de résidences principales et la délimitation de zones spéciales destinées à la construction de logements pour la population locale. Si les destinations touristiques et les communes n'assurent pas leur fonction de relais, la réglementation cantonale ne suffit pas. La réalisation concrète n'est pas toujours des plus aisées sur le plan social, car elle met à l'épreuve la dynamique relationnelle dans les communes et entre les niveaux institutionnels. La question du contingentement des résidences secondaires entraîne parfois des discussions passionnées sur la hauteur et le bien-fondé des constructions, au sein de la commune, et entre elle et le canton. Il ne faut cependant pas perdre de vue que les résidences secondaires, même exploitées à l'année, ne vont pas sans soulever des questions en termes d'utilisation rationnelle du sol et de qualité du milieu bâti.

Caractère exemplaire

La démarche participative du canton pour la révision de son plan directeur est à relever. En imposant aux communes de prendre des mesures, le canton incite aussi indirectement les régions à renforcer à l'avenir la coopération entre les différents prestataires touristiques (hôteliers, chemins de fer, commerces) et les communes à un niveau régional. D'autres régions de Suisse peuvent utiliser la boîte à outils du canton des Grisons.

Informations pratiques

Groupes cibles	Cantons, communes, destinations touristiques.
Coûts	Boîte à outils (mandat externe): env. CHF 140 000.–.
Lieu	Canton des Grisons, Haute-Engadine, commune de Laax.
Réalisation	Adaptation du plan directeur <i>Résidences principales et secondaires et hébergement touristique dans les Grisons</i> , adoptée en 2009.
Contact	Amt für Raumentwicklung Graubünden Grabenstrasse 1, 7000 Coire Tél. +41 (0)81 257 23 23 info@are.gr.ch
Information	Erst- und Zweitwohnungen sowie touristische Beherbergung (<i>résidences principales et secondaires et hébergement touristique</i>), plan directeur des Grisons: www.gr.ch Plan directeur de la Haute-Engadine: www.kreisamt-oberengadin.ch Complexe <i>rocksresort</i> à Laax: www.rocksresort.com Résidences secondaires. Guide pour la planification directrice cantonale. ARE (2010), Berne: www.are.admin.ch
Note	<i>L'initiative sur les résidences secondaires, tout juste acceptée à l'heure de la parution de cet ouvrage, n'est ici pas prise en compte.</i>



Le canton de Vaud évalue la durabilité de projets touristiques

Description

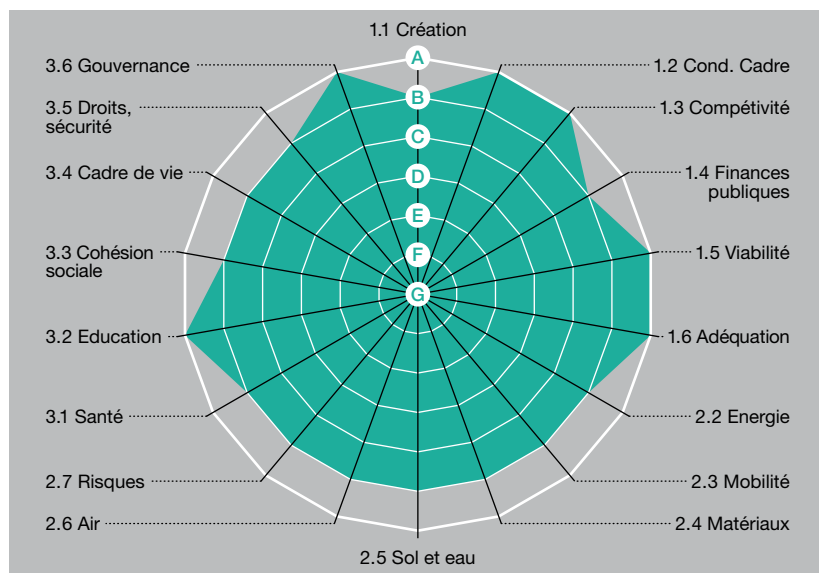
L'objectif d'évaluer la durabilité de tout projet est d'analyser rapidement leurs effets sur l'environnement, le social et l'économie, à court et à long terme. Dans cette optique, le canton de Vaud a développé *Boussole21*, plate-forme interactive sur Internet (www.boussole21.ch), pour évaluer sous l'angle du développement durable activités, programmes cantonaux, communaux ou régionaux, et projets, notamment touristiques.

Les résultats mettent en avant les points forts et les points faibles sous un angle essentiellement qualitatif. *Boussole21* permet d'optimiser des projets selon leurs impacts, les risques de répercussions négatives et le potentiel d'amélioration. Les résultats de l'évaluation sont téléchargeables sous forme d'un rapport complet, illustré d'un graphique. Fruit d'une collaboration entre l'Unité du développement durable (UDD) et le Service de l'économie, du logement et du tourisme (SELT), cet outil a été adapté pour répondre aux besoins d'évaluation de projets dans le secteur du tourisme dans le cadre de la nouvelle politique régionale.

Lien avec le développement durable

Boussole21 comprend dix-neuf critères répartis selon les trois dimensions du développement durable.

- **Société.** Santé et prévention, Formation, éducation, activités sportives et culturelles, Cohésion sociale, Cadre de vie et espace public, Droits et sécurité, Gouvernance, vie politique et associative.
- **Environnement.** Diversité biologique et espace naturel, Energie, Mobilité et territoire, Consommation de matériaux et recyclage, Gestion et qualité



Boussole21 est un projet pionnier du canton de Vaud.

A Très favorable
G Très défavorable

du sol et de l'eau, Qualité de l'air extérieur et intérieur, Changement climatique et risques.

- **Economie.** Création et distribution de richesses, Conditions-cadres pour l'économie, Compétitivité de l'économie et innovation, Finances publiques, Faisabilité et viabilité du projet, Conformité et adéquation aux besoins.

Mise en œuvre

L'Agenda 21 du canton de Vaud a pour objectif d'intégrer le développement durable dans les politiques publiques, à l'instar de la politique d'appui au développement économique. En 2006, l'UDD a développé *Boussole21*, sur la base de la *Boussole bernoise du développement durable* du canton de Berne. Cet outil, mis à disposition de tous, notamment des communes, a ensuite été adapté pour des projets touristiques ou économiques dans le cadre d'une démarche participative avec les acteurs cantonaux et régionaux concernés. Ont contribué à ces développements méthodologiques ou techniques l'UDD et le SELT, les responsables des associations de développement économique régionales du canton et la société Estia du Parc scientifique de l'EPFL. Le canton répond ainsi à la Confédération, qui demande d'analyser les programmes et les projets de la nouvelle politique régionale selon les critères du développement durable.



La reconstruction de la télécabine Rougemont – Videmanette a été soumise à une évaluation de la durabilité.

Résultats

Depuis 2009, le SELT exige de ses partenaires régionaux qu'ils joignent à leurs demandes de financement de projets une évaluation de leur durabilité. L'utilisation de *Boussole21* est obligatoire pour toutes les demandes financières au titre de la loi cantonale sur l'appui au développement économique (LADE) et de la loi fédérale sur la politique régionale (LPR) pour les projets régionaux. Les résultats de l'évaluation figurent dans un rapport final. Synthétisés en un commentaire général, ils sont intégrés au préavis que la région soumet au SELT pour le soutien de chaque projet. Les projets touristiques analysés à ce jour vont de l'enneigement artificiel de domaines skiables à la construction de complexes sportifs à vocation touristique, en passant par le démantèlement de remontées mécaniques. L'analyse est sous la responsabilité des secrétaires régionaux qui s'associent en général aux acteurs concernés. L'évaluation sert avant tout à poser les bonnes questions afin d'optimiser le projet et de jeter les bases d'un suivi. Les résultats ne conditionnent pas le cofinancement du projet.

Des cours de formation sur *Boussole21* sont proposés. En 2010, une trentaine de collaborateurs en ont profité.

L'introduction de l'évaluation de la durabilité pour les projets touristiques que finance le canton permet une prise en compte systématique du développement durable dans les projets. *Boussole21* est un outil d'aide à la décision qui réunit autour de la table tous les acteurs concernés, ce qui facilite le partage d'une vision globale des enjeux et des impacts du projet en cause.

La démarche comporte aussi des difficultés et a des limites. Les porteurs de projets perçoivent parfois l'évaluation comme une charge de travail supplémentaire. De manière générale, elle ne se révèle complète que si l'on précise aussi les critères finaux de décision et les conséquences possibles selon le résultat de l'évaluation.

Caractère exemplaire

Le canton de Vaud fait figure de pionnier dans l'application de l'évaluation de la durabilité. Deux communes vaudoises ont repris *Boussole21* pour leurs préavis à l'intention du législatif, ainsi que le canton de Fribourg, pour documenter la dimension développement durable dans les exposés des motifs et projets de décrets ou de lois. L'outil existe aussi en allemand.

Informations pratiques

Groupes cibles	Cantons, destinations touristiques, communes, investisseurs (grands projets).
Coûts	Coûts de développement de l'outil : développement interne dans l'administration. Coûts d'utilisation : accès gratuit à l'outil. Intégration dans la gestion courante des projets.
Financement	Canton de Vaud, Confédération.
Lieu	Administration cantonale vaudoise.
Réalisation	Depuis 2009 pour les projets soutenus dans le cadre de la NPR.
Contact	Unité du développement durable Département des infrastructures Place de la Riponne 10, 1014 Lausanne Tél. +41 (0)21 316 70 10 gael.gillabert@vd.ch Service de l'économie, du logement et du tourisme Département de l'économie Rue Caroline 11, 1014 Lausanne Tél. +41 (0)21 316 60 12 veronique.martrou@vd.ch
Information	www.boussole21.ch ; www.vd.ch/durable ; www.vd.ch/economie
Projets comparables connus	Canton de Berne : évaluation de projets, stratégies, ou programmes au moyen de l'instrument la <i>Boussole bernoise du développement durable</i> : www.bve.be.ch Canton d'Uri : évaluation de la durabilité du resort d'Andermatt (Richtplananpassung Urserntal, Nachhaltigkeitsbeurteilung). www.ur.ch



Brontallo allie développement régional et tourisme

Description

A Brontallo, hameau tessinois d'une soixantaine d'habitants situé sur la commune de Lavizzara (Vallemaggia), on assiste à un renouveau après des décennies d'exode rural.

Un vaste programme a été lancé en 2004 afin de conserver le village et de revaloriser le paysage et l'agriculture traditionnels. Les châtaigneraies et les vignes ont été remises en état, l'économie laitière a été modernisée et les maisons historiques de pierre et de bois ont été rénovées. Cette renaissance et cette mise en valeur ont permis de faire de l'agritourisme un axe fort. La création d'emplois, la vente de produits locaux et l'élaboration de prestations touristiques nouvelles ont fondé une base économique saine pour l'avenir du village. Le succès obtenu grâce à l'initiative des habitants, sous l'égide de l'association Pro Brontallo et avec le soutien de la Confédération et du canton, rejailit sur toute la vallée et au-delà.

Lien avec le développement durable

- **Société.** L'initiative, partie de la population, a forgé une nouvelle identité au lieu. La mise en valeur du paysage et des traditions artisanales attire de nouveaux touristes, le plus souvent urbains, en quête de vie campagnarde et montagnarde.
- **Environnement.** La remise en état des anciens bocages de châtaigniers, des vignobles en pergolas, des terrasses et des murs en pierres sèches a reconstitué le paysage ancestral. Les biotopes menacés, habitats d'une flore et d'une faune spécifiques, tels que les prairies sèches, ont été revalorisés. La recherche d'une harmonie entre agriculture de montagne et nature est aussi un atout touristique.



Rénovation de bâtiments traditionnels destinés à l'agritourisme à Brontallo.

- **Economie.** L'agriculture de montagne, principalement la viticulture, les châtaigneraies et l'élevage caprin ont pris un nouvel élan. La transformation des matières premières et la vente des produits locaux ont lieu sur place. Le tourisme rural constitue le deuxième pilier de l'économie de Brontallo, ce qui fournit des emplois supplémentaires.

Mise en œuvre

L'association Pro Brontallo est à l'origine de l'initiative de réhabilitation du village en proie à la dépopulation. Des habitants qui désiraient lui assurer un avenir ont créé cette association en 1997. L'initiative a ensuite reçu le soutien de la Confédération en devenant un projet pilote de développement régional dans le secteur agricole. Dans le cadre des délibérations parlementaires sur la politique agricole 2007, une nouvelle disposition a été ajoutée à la loi sur l'agriculture, qui permet de soutenir des projets de développement régional et de promotion des produits indigènes et régionaux.

L'association Pro Brontallo emploie quatre personnes. Elle est responsable des projets, du marketing et de la communication et remplit les rôles de prestataire touristique et de coordinatrice. Pour gérer les contributions publiques (Confédération, canton), la fondation Monti e Paesaggio a été créée.



Gràa, grenier de séchage des châtaignes et épicerie proposant des produits de la vallée.



La mise en œuvre des programmes sectoriels (agritourisme, châtaignes, vignoble, lait, marketing, transports, eau) a lieu par étapes, de même que la valorisation des différents produits qu'assure la fondation Monti e Paesaggio. Des donateurs de l'association Pro Brontallo financent la deuxième étape (2008–2012).

Résultats

Parmi les projets sectoriels, les forêts de châtaigniers pratiquement abandonnées ont pu être sauvées, permettant à toute une faune d'y trouver abri (chauve-souris, oiseaux, insectes); le moulin à châtaignes utilisé pour faire la farine, les «gràa», petites constructions en pierre pour le séchage, et le four pour la fabrication du pain typique, ont été remis en état; des murs en pierres sèches ont été reconstruits; des chemins adaptés aux petits véhicules agricoles ont été aménagés et pour relier le village aux alpages et aux étables; un système d'irrigation a été mis en place, et des prairies sèches ont été revitalisées. De nouvelles étables à chèvres ont été construites. Un local de vente au centre du village diffuse les produits locaux auprès de la population et des touristes: miel, grappa, vin, fromages et formaggini de chèvre, farine de châtaignes, etc. Les habitations ont été rénovées selon le savoir-faire traditionnel. Le chauffage est en grande partie à bois. Grâce au projet pilote, Brontallo dispose maintenant de structures d'hébergement

dans des bâtiments rénovés destinés à l'agritourisme; quelque 35 lits sont à disposition, répartis entre le centre du village et deux hameaux environnants; une salle de conférence et des installations de wellness les complètent. Cette offre touristique (en 2010: 550 nuitées) a, à son tour, généré quatre emplois sur place. Le nombre d'habitants a pu être maintenu, dont 25 % ont moins de 18 ans, ce qui ouvre des perspectives au village. Le centre d'information, Info Point, localisé dans le même bâtiment que le magasin, renseigne les touristes sur l'offre de loisirs nature et culture, telle que les randonnées guidées. Un site Internet propre et une collaboration avec Vallemaggia Turismo assurent l'information et le marketing. Brontallo est une destination de choix de MySwitzerland, site officiel de Suisse Tourisme: grâce aux projets de conservation du paysage et de développement régional, Brontallo est aujourd'hui un lieu resplendissant, en mesure d'accueillir les visiteurs et de les séduire par l'authenticité de sa culture et de ses paysages.

Evaluation

La réalisation du projet pilote de Brontallo a été possible grâce à l'engagement, la force de conviction et la volonté des responsables locaux, qui ont su convaincre les pouvoirs publics de lui allouer des moyens financiers, en insistant sur son caractère de projet pilote. Une agriculture adaptée aux conditions écologiques spécifiques de la vallée a trouvé un nouvel essor, fruit d'une bonne harmonisation avec les besoins régionaux. Il en est résulté des perspectives pour la population locale; le site est devenu attrayant pour les touristes. La conservation et l'entretien de ce patrimoine culturel confortent l'identité locale: Brontallo forme un complexe architectural unique dans la Vallemaggia, inscrit à l'Inventaire fédéral des sites construits à protéger (ISOS). L'organisation en sept dossiers coordonnés a débouché sur des synergies qui ont permis d'atteindre les objectifs fixés. Ce programme est un premier pas vers une gestion durable du paysage qui s'étendra au-delà de 2012, en incluant d'autres projets de valorisation du milieu naturel et agricole et de l'habitat traditionnel de Brontallo. La desserte en transports publics devrait aussi être améliorée.

Caractère exemplaire

L'esprit d'initiative de la population locale et la bonne collaboration entre les différents acteurs impliqués, dont la Confédération et le canton, attestent qu'il est possible de défendre avec succès les intérêts locaux sur place. Le rayonnement de Brontallo s'étend désormais sur toute la vallée. Ce village a réussi à redynamiser une économie locale menacée dans une région périphérique en en faisant un atout touristique. Ce n'est pas un hasard s'il a reçu en 2005 le prix de l'innovation du Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB) et le prix européen 2008 pour le renouveau villageois.

Informations pratiques

Groupes cibles	Communes rurales, régions périphériques en montagne.
Coûts	Phase pilote: 5,5 millions de CHF.
Financement	Phase pilote: Confédération et canton du Tessin à 75 % (projets de développement régional dans le cadre d'améliorations structurelles dans l'agriculture [art. 93, al. 1, let. c de la loi sur l'agriculture]); commune, Fonds Suisse pour le Paysage, donateurs. 2 ^e étape: dons à l'association Pro Brontallo.
Lieu	Brontallo, commune de Lavizzara (TI).
Réalisation	Phase pilote: 2004–2008 2 ^e étape: 2008–2012
Contact	Info-Point Brontallo, association Pro Brontallo 6692 Brontallo Tél. +41 (0)91 754 24 17 info@brontallo.com
Information	www.brontallo.com
Projets comparables connus	St-Martin, dans le Val d'Hérens, Valais: la commune encourage depuis de nombreuses années un développement rural et touristique basé sur les métiers et les cultures traditionnels. Il a bénéficié du même programme de soutien. www.valdherens.ch



Le village de vacances Reka d'Urnäsch relie ville et campagne

Description

Le village de vacances Reka dans la commune d'Urnäsch, au pied du Säntis, dans le canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures, a été construit et est exploité conformément aux critères du développement durable. Sa réalisation est le fruit d'une collaboration publique-privée exemplaire entre, d'une part, la commune d'Urnäsch et, d'autre part, la Caisse suisse de voyage Reka et la société anonyme Feriendorf Reka SA créée pour l'occasion. Le site a été choisi en grande partie parce que proche de la gare, afin de privilégier l'accès en transports publics, et l'intégration paysagère au village d'Urnäsch a fait l'objet d'une attention particulière. Les constructions, d'architecture contemporaine, sont en bois indigène et répondent aux standards Minergie et Minergie ECO, ce dernier incluant l'utilisation de matériaux à faible impact sur l'environnement. L'ensemble, y compris la piscine couverte et l'espace sauna, est raccordé au chauffage à distance du village, alimenté aux copeaux de bois et en majeure partie neutre en CO₂.

Le lotissement, qui s'adresse aux familles, comprend des locaux communautaires et des places de jeu et de sport en plein air. Un fort accent est placé sur le rapprochement entre les touristes et la vie paysanne, les animaux et la nature. Une collaboration étroite avec les agriculteurs de la région permet de proposer sur le site une étable d'animaux domestiques, un zoo d'animaux à caresser et des activités telles que visites à la ferme, excursions-découvertes des animaux et des plantes (ProSpecieRara p. ex.) et un cours de cuisine appenzelloise traditionnelle. Bénéficiant d'un fort taux d'occupation, ce village touristique est un succès économique. Il assure ainsi une perspective économique à long terme à la commune et à toute la région, en procurant des emplois et des revenus supplémentaires aux paysans et aux entreprises locales. Il offre également des débouchés aux produits de la région (produits laitiers).

- **Société.** Les aménagements et les activités proposées favorisent les rencontres entre familles, entre générations, et entre des touristes pour la plupart urbains et le monde paysan. Une garderie est à disposition des visiteurs et des activités favorables à la santé sont possibles. La Reka, organisation à but non lucratif, se distingue en outre de façon générale en offrant une aide sociale aux vacances, notamment aux personnes défavorisées.
- **Environnement.** La proximité de la gare, qui favorise un accès par les transports publics depuis les centres urbains, le recours à une construction durable (énergie, matériaux, aménagements) et la volonté affichée d'œuvrer en faveur d'un rapprochement avec la vie paysanne et d'une sensibilisation à la nature et au paysage sont des jalons sur la voie d'un tourisme durable.
- **Economie.** La création du village de vacances a redynamisé l'économie locale dès lors que deux tiers des mandats de construction ont été attribués à des entreprises de la région et que des acteurs locaux assurent son exploitation et son entretien. Et la demande locale a fortement augmenté : remontées mécaniques, transports publics, magasins, restaurants.

Mise en œuvre

De multiples manifestations et groupes de travail que les autorités communales organisent avec la participation de la population ont été consacrés à la promotion du tourisme. Parmi les idées développées, le projet de village de vacances Reka s'est imposé. Des scrutins communaux à large majorité l'ont légitimé et ont abouti à un droit de superficie (pour vingt-cinq ans, avec prolongation possible) et à changer l'affectation du terrain industriel propriété de la commune. La société Feriendorf Urnäsch SA, dont 300 actionnaires sur 850 sont d'Urnäsch et des environs, a été montée pour assurer le financement du projet. La commune, le canton et la Confédération y ont contribué. La Reka loue les appartements directement aux vacanciers, sans intermédiaire commercial, ce qui autorise un bon rapport qualité/prix.

L'étroite collaboration avec les agriculteurs et les prestataires touristiques locaux permet de sensibiliser les visiteurs à l'environnement et à l'agriculture spécifiques à la région. Sur son site (www.urnaesch.ch), la commune se profile comme un village ami des familles. Une information sur le développement durable figure sur le site www.reka.ch.

Résultats

Quelques années ont suffi au village de vacances Reka d'Urnäsch pour s'établir sur le marché comme une destination particulièrement prisée des



Le village de vacances Reka d'Urnäsch s'est bien intégré dans la commune et dans le paysage agricole.

familles. Durant la saison touristique estivale 2010, 4 800 adultes et enfants y ont séjourné ; les 50 logements sont occupés en moyenne 181 jours sur 184, soit un taux d'occupation de 98 % (70 % sur toute l'année).

Dans la population, le lotissement bénéficie d'une très bonne acceptation grâce à son succès économique, aux emplois fournis aux habitants de la région et aux coopérations avec les domaines agricoles et d'autres partenaires. Avec une consommation énergétique de 30,55 kWh/m² (3 litres de mazout par m²) par an et le respect des normes Minergie ECO, le village répond à des exigences écologiques et énergétiques très élevées (maximum légal : 4,8 litres/m² par an).

La construction du village de vacances a favorisé l'essor économique de la commune d'Urnäsch et de la région. Il a créé une trentaine d'emplois à temps plein ou partiel, essentiellement pour des personnes des environs. Cinq agriculteurs d'Urnäsch ont conclu des contrats de coopération avec la SA Feriendorf Urnäsch et en retirent des gains accessoires, qui vont de 7 000 à 12 000 francs par an.

Les touristes expriment un haut taux de satisfaction, en particulier sur la qualité des logements, la nature intacte à leur porte, l'offre touristique variée de cette région entre Säntis et le lac de Constance et l'accueil de la population locale.

Grâce au solide enracinement de la Reka sur le marché, l'avènement du village de vacances d'Urnäsch est un succès. Les efforts pour vaincre les réticences initiales de la population, puis l'impliquer et la faire participer, ont porté leurs fruits. La commune avait déjà relevé l'importance du paysage pour son territoire en l'inscrivant dans la révision de son plan d'aménagement (2007). Ce dernier insiste sur la nécessité de concilier l'écologie et la valorisation régionale des produits agricoles comme facteur optimal de développement durable du paysage.

Urnäsch symbolise un revirement de tendance : de commune frappée par l'exode rural, elle est devenue un site novateur dans le respect des principes du développement durable. Le village de vacances Reka bénéficie d'un taux d'occupation élevé, qui montre de manière exemplaire comment éviter le phénomène des lits froids dans un contexte touristique, avec des répercussions positives sur l'économie locale. Les offres de loisirs qu'assurent les agriculteurs locaux renforcent les liens entre touristes, agriculteurs et population résidente. De nouvelles chaînes de création de valeur apparaissent, qui améliorent les possibilités de revenus et la qualité de vie de la population locale. Des progrès restent à faire pour encourager l'utilisation des transports publics pour accéder au village de vacances, idéalement situé près de la gare.

Dans de tels projets, on remarquera que l'appel d'offre pour les travaux auprès des entreprises locales se trouve parfois en conflit avec le respect des normes des marchés publics. Il est également important de garantir la transparence dans la gouvernance.

Caractère exemplaire

Le village de vacances Reka est un modèle d'ancrage du tourisme dans la population locale, de respect des normes écologiques de construction et de collaboration entre les prestataires touristiques et la commune, les milieux agricoles et les entreprises locales. La planification et la construction de ce village de vacances ont suscité d'autres initiatives telles que le projet de développement régional (PDR) d'Urnäsch que soutient la Confédération : transformation du lait, cave d'affinage, agritourisme, etc.

A signaler également l'exemplarité de la politique de la Reka, fondée sur sa philosophie de vacances sociales, qui agit pour promouvoir le tourisme en villages de vacances dans des lieux à faible pouvoir économique, et tient compte des préoccupations écologiques, notamment en privilégiant les transports publics.

Informations pratiques

Groupes cibles	Autorités communales et cantonales ; aménagistes et promoteurs de villages de vacances.
Coûts	Coûts de construction : 19,4 millions de CHF.
Financement	Capital-actions : 7,1 millions de CHF (Reka pour 2 millions) ; prêt sans intérêts de la Confédération : 3 millions de CHF ; canton et privés : 4,1 millions de CHF ; hypothèque : 5,2 millions de CHF.
Lieu	Commune d'Urnäsch (2 300 habitants), canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures.
Réalisation	Création de la société Feriendorf Urnäsch SA en 2003, ouverture en 2008.
Contact	Reka Feriendorf Urnäsch Appenzellerstrasse 11, 9107 Urnäsch Tél. +41 (0)71 365 60 30 urnaesch@reka.ch Reka Neuengasse 15, 3001 Berne Tél. +41 (0)31 329 66 99 ferien@reka.ch Stefan Frischknecht Gemeindepräsident Dorfplatz 1, 9107 Urnäsch Tél. +41 (0)71 365 60 60 gemeinde@urnaesch.ar.ch
Information	www.reka.ch ; www.urnaesch.ch
Projets comparables connus	Vnà (commune de Ramosch, GR) : Pension Piz Tschütta, projet hôtelier, réalisé en collaboration avec la population du village. www.hotelvna.ch



Lingua Natura : des séjours linguistiques dans des parcs naturels

Description

Lingua Natura propose des animations autour de la langue et de la culture dans un parc naturel. Elle réunit cinq de ces parcs et s'étend jusqu'à l'Italie voisine. Des cours de langue initient les participants à l'une des quatre langues nationales et leur font découvrir la richesse naturelle et culturelle des parcs via des rencontres avec les habitants. Cette offre touristique a débuté en 2010 avec un coach dans le parc paysager de la Vallée de Binn (VS). L'idée de départ était d'élaborer une offre transfrontalière avec le Parco Naturale Veglia Devero (I). Les coaches sont des collaborateurs du Réseau des parcs suisses. Leur mission est d'aider sur place les responsables des parcs, les organisations touristiques et les prestataires de services à développer leurs offres. L'idée d'organiser des cours de langue dans un parc naturel a encore séduit d'autres parcs de Suisse. En 2011, Lingua Natura existe dans les quatre langues nationales en collaboration avec les parcs naturels de Pfyn/Finges (VS), Beverin et Ela (GR).

Lien avec le développement durable

- **Société.** Lingua Natura approfondit les collaborations entre les différents responsables de parcs en Suisse et à l'étranger et encourage le transfert de connaissances. Le mariage entre cours de langue et visites d'exploitations locales (agriculteurs, vignerons, hôteliers, fromagers) ou rencontre avec un sculpteur sur bois, un gardien de parc, une cuisinière ou une conteuse favorise le brassage social. S'y ajoute la dégustation de spécialités gastronomiques pour le plus grand plaisir des participants.
- **Environnement.** L'offre s'appuie sur les valeurs naturelles et culturelles uniques de chaque parc afin de sensibiliser les visiteurs à ses particularités écologiques. Les participants apprennent à mieux connaître les différents



Lier l'apprentissage des langues à la découverte des parcs naturels avec le projet Lingua Natura.

types de paysage, la géologie, la faune et la flore lors d'excursions diverses dévolues, par exemple, à l'observation des animaux sauvages ou aux herbes médicinales.

- **Economie.** Les parcs naturels ont pour mission de préserver et de valoriser les valeurs paysagères, naturelles et culturelles, et de soutenir une économie conforme aux principes du développement durable. Le potentiel économique réside principalement dans le tourisme. Lingua Natura génère une valeur ajoutée pour les régions qui abritent des parcs en intégrant les artisans, les prestataires de services et les infrastructures de la région et en mettant en réseau leurs différents acteurs : offices touristiques, restaurants, établissements hôteliers, producteurs régionaux. Les dégustations de spécialités contribuent à promouvoir les produits régionaux.

Mise en œuvre

Développer des offres touristiques durables et compétitives est un but important des parcs suisses. Avec l'aide financière d'Innotour, le Réseau des parcs suisses a lancé une offensive qualité pour faciliter le développement d'offres individuelles et interrégionales. Au cœur du projet, les coaches aident les directions des parcs, les organisations touristiques et les prestataires de services à cette fin. Le Réseau des parcs suisses assure les



Les visites comme celle de cette salle d'affinage des fromages font aussi partie du programme.

tâches de coordination et la commercialisation : informations aux médias, prospectus, annonces, site Internet. Des séances et des rencontres vectorielles d'échanges d'expériences renforcent la coopération entre les acteurs associés au projet.

Ces séjours linguistiques, d'une durée de cinq jours, s'adressent surtout à des personnes actives, de 40 ans et plus, qui vivent en ville, avec des connaissances de niveau débutant ou moyen. Les cours sont dispensés en italien, allemand, français ou romanche (sutsilvan/surmiran) selon les lieux, durant trois ou quatre périodes par jour. Le nombre de participants est limité à dix personnes. Des excursions dédiées aux particularités géologiques, floristiques, faunistiques, archéologiques, historiques et culturelles de la région complètent ces cours. Des découvertes gastronomiques, p.ex. la préparation d'une spécialité locale avec une agricultrice, ou une dégustation chez un vigneron, sont également au rendez-vous.

Résultats

Les cours s'insèrent dans la vie traditionnelle locale et font vivre un patrimoine. Ils sensibilisent les participants et font prendre conscience à la population locale des valeurs naturelles et culturelles de leur région. Sept personnes ont participé au premier cours du printemps 2011 qui a eu lieu

au parc naturel Veglia Devero, une offre en tous points très bien notée. Ont été particulièrement appréciés les différentes activités et excursions consacrées à des thèmes sur la nature, la culture et la gastronomie, de même que les entretiens avec les habitants.

Evaluation

Un point fort de Lingua Natura, ce sont les échanges entre les participants, la plupart d'origine citadine, et la population locale des régions rurales. L'apprentissage d'une langue offre un nouveau point d'accès à la nature et à la culture. Différents prestataires engagés dans le projet sont ainsi mis en réseau, ce dont profite la région (tourisme, agriculture, organisations culturelles, guides) avec à la clef une possible plus-value dans différents domaines.

Produit de niche, les cours de langue dans des parcs naturels sont encore peu connus. La publication des documents dans plusieurs langues et la communication dans au moins trois langues nationales est une tâche ardue et de longue haleine. Le calcul du prix des différents cours représente un autre défi pour se positionner sur le vaste marché des offres nationales et internationales des cours de langue.

Il existe un potentiel de collaboration avec d'autres parcs.

Caractère exemplaire

Faire d'un parc naturel une salle de classe est une démarche novatrice qui fait tomber les barrières entre les communautés linguistiques de Suisse. Cela sensibilise les vacanciers et les habitants aux trésors naturels, culturels et paysagers locaux et régionaux. L'offre améliore l'échange d'expériences et la mise en réseau des acteurs des parcs et des pays qui participent.

Informations pratiques

Groupes cibles	Parcs naturels, destinations.
Coûts	Budget annuel: CHF 10 000.– (mise sur pied, gestion et marketing).
Financement	SECO/Innotour: financement partiel des coachs, instruments de marketing (site Internet, prospectus, publicité, etc.) dont, pour ces derniers, une partie avec le projet Interreg Envitour, parcs participants, Réseau des parcs suisses.
Lieu	Parcs naturels de la Vallée de Binn, Pfyn-Finges, Beverin, Ela, Alpe Veglia e Alpe Devero (I).
Réalisation	Dès 2010.
Contact	Réseau des parcs suisses Tina Müller Monbijoustrasse 61, 3007 Berne Tél. +41 (0)31 381 10 71 info@paerke.ch
Information	www.lingua-natura.com ; www.netzwerk-parke.ch ; www.landschaftspark-binntal.ch ; www.pfyn-finges.ch ; www.naturpark-beverin.ch ; www.parc-ela.ch ; www.parcovegliadevero.it ; www.inno-tour.ch



La ViaFrancigena valorise le patrimoine culturel au rythme de la marche

Description

L'éloge de la lenteur ou de la *déconnexion* est de plus en plus un argument touristique. Dans cet esprit, l'adage *l'important n'est pas le but, mais le chemin* s'applique à la reconstitution du chemin de pèlerinage de la ViaFrancigena. Durant l'Empire romain, cet itinéraire relie Rome au Nord de l'Europe, à l'origine pour les militaires, puis comme un important axe commercial. Plus tard, c'est un chemin majeur de pèlerinage européen. Aujourd'hui, la ViaFrancigena est l'un des douze parcours du programme touristique Itinéraires culturels en Suisse que ViaStoria-Centre pour l'histoire du trafic a élaboré. Itinéraire culturel du Conseil de l'Europe, la ViaFrancigena va de Canterbury à Rome. Sur sa portion suisse, longue de 215 kilomètres, elle raccorde Pontarlier (F) à Aoste (I) en quatorze étapes. Comme les autres routes culturelles Via, elle encourage le tourisme naturel et culturel grâce à la mobilité douce. Bien desservie par le réseau de transports publics, elle allie randonnée, gastronomie et hôtellerie de qualité tout au long du parcours. Le réseau d'Itinéraires culturels en Suisse comprend des routes historiques, qui s'appuient sur des bases scientifiques comme l'Inventaire fédéral des voies de communication historiques de la Suisse (IVS). Ces voies sont de précieux éléments du paysage, qui recèlent un potentiel touristique : chemins creux, sentiers muletiers pavés, routes carrossables qui franchissent des cols alpestres.

Lien avec le développement durable

- **Société.** Le parcours de la ViaFrancigena est conçu de manière à faire découvrir la richesse naturelle et culturelle de la région traversée à pied, le long de chemins historiques, entre le Jura et les Alpes. L'initiative relève d'une volonté de valoriser le patrimoine matériel – naturel et culturel – et immatériel. A l'instar de tous les parcours ViaStoria, l'éducation et la formation



L'Abbatiale de Romainmôtier est située sur le parcours de la ViaFrancigena.

occupent une place importante, en attestent des documents pédagogiques et des flyers touristiques. En favorisant la marche, l'itinéraire prend également soin de la santé physique et mentale. Enfin, primée par le Conseil de l'Europe, la ViaFrancigena symbolise l'appartenance européenne.

- **Environnement.** Outre la culture, les touristes sont sensibilisés à la nature et au paysage. Les combinaisons entre paysages naturels et culturels sont une des motivations à l'origine de cette réalisation. Un autre point fort est la collaboration avec SuisseMobile, réseau national pour la mobilité douce.
- **Economie.** ViaFrancigena complète l'offre touristique des différentes régions traversées. Des coopérations entre ViaStoria et les entreprises touristiques sont établies.

Mise en œuvre

La ViaFrancigena, tout comme les autres itinéraires culturels en Suisse, est un projet touristique mis en œuvre par ViaStoria, spin-off de l'Université de Berne. Chargée par la Confédération d'établir l'Inventaire fédéral des voies de communication historiques en Suisse (IVS) entre 1984 et 2003, ViaStoria a développé sur cette base un réseau d'itinéraires culturels nationaux (Via) et régionaux (ViaRegio).



Voies à ornières historiques près de Sainte-Croix.

La mise en place de l'offre s'est effectuée en collaboration, d'une part, avec la Confédération et les cantons et, d'autre part, avec les acteurs touristiques locaux. Ces derniers servent de relais avec les entreprises locales et les institutions culturelles et négocient les conditions des forfaits. Les transports publics sont associés de manière étroite.

La ViaFrancigena suit l'itinéraire de Sigéric, archevêque de Canterbury, en 990 entre Rome et Canterbury. En Suisse, les étapes officielles sont Yverdon-les-Bains, Orbe, Lausanne, Vevey, Aigle, Saint-Maurice, Orsières et Bourg-Saint-Pierre. Plusieurs tronçons ont été remis en état et balisés.

En sa qualité de voie historique, ce chemin est placé sous la protection de la Confédération. D'autres éléments naturels, paysagers ou culturels qui le bordent sont protégés au niveau fédéral, cantonal et communal : le haut-marais de la Vraconnaz près de Sainte-Croix, les voies à ornières, les mosaïques romaines d'Orbe, l'Abbatiale de Romainmôtier, les ruines romaines de Vidy, Lavaux Patrimoine mondial de l'Unesco, les châteaux de Chillan et d'Aigle, l'Abbaye de Saint-Maurice et la route historique qui mène au col du Grand-Saint-Bernard.

Deux centrales de réservation ont été instaurées, l'une dans le canton de Vaud pour le parcours à travers le Jura et le vignoble du Lavaux, l'autre en Valais pour la traversée des Alpes.

La stratégie de communication est efficace : elle comprend une présence quadrilingue sur les sites nationaux de Suisse Tourisme, de *SuisseMobile* et des *Itinéraires culturels en Suisse*, ainsi que des dépliants.

Résultats

Les centrales de réservation proposent deux offres, de huit et neuf jours, avec la possibilité de faire transporter les bagages. ViaStoria soutient une approche didactique : elle fournit des documents établis en collaboration avec des Hautes écoles pédagogiques et la fondation Pro Patria. Ces moyens appuient les guides et les enseignants qui présentent des thématiques historiques aux enfants et aux adolescents. Les touristes bénéficient d'une brochure d'information réalisée en collaboration avec les partenaires touristiques. Parmi tous les chemins culturels, la ViaFrancigena figure dans la section La Suisse à pied sur le site de SuisseMobile, en tant que chemin de randonnée 70.

Depuis son inauguration, la ViaFrancigena jouit d'une popularité croissante auprès des touristes suisses et étrangers. La plupart cheminent individuellement un ou plusieurs jours. En 2010, 80 forfaits ont été réservés, pour un total de près de 400 nuitées.

Evaluation

La ViaFrancigena, par son encouragement à la marche et à la découverte de la nature et du paysage, contribue à un tourisme de proximité. Bien que la fréquentation puisse paraître modeste, la ViaFrancigena est bien intégrée à l'offre touristique des régions traversées. Les communes concernées pourraient cependant encore mieux mettre à profit cette valorisation de leur paysage. Par exemple, dans de nombreux sites le long du chemin, la vente de produits régionaux n'en est qu'à ses débuts. Les entreprises agricoles biologiques et les hôtels écologiques labellisés restent l'exception. Il y a encore du potentiel économique. Par exemple, une des plus anciennes voies, la ViaSpugla, génère des recettes de l'ordre du million de francs.

Caractère exemplaire

La ViaFrancigena contribue au développement durable de la Suisse romande. Elle participe d'un tourisme proche de la nature, loin du stress, propice au ressourcement et peu polluant. Les destinations et les communes sur son passage profitent à peu de frais d'une valorisation de leur patrimoine, exploitable pour le tourisme. La participation et la collaboration de nombreux acteurs est un autre point fort à relever.

Informations pratiques

Groupes cibles	Les destinations touristiques et les communes sises sur un parcours historique.
Coûts	Conception, mise en place, marketing et communication pour le lancement : CHF 500 000.–.
Financement	Pour la mise en place : Confédération et cantons (dans le cadre de la nouvelle politique régionale NPR), Loterie Romande. Marketing repris ensuite dans la stratégie de communication globale des partenaires locaux, régionaux et nationaux.
Lieu	Cantons de Vaud et du Valais.
Réalisation	Depuis 2008.
Contact	ViaStoria Suisse romande Sandro Benedetti Château de St-Maurice, 1890 St-Maurice Tél. +41 (0)24 485 41 60 sandro.benedetti@viastoria.ch
Information	www.viafrancigena.ch ; www.viastoria.ch ; www.itinéraires-culturels.ch ; www.suissemobile.ch ; www.ivs.admin.ch (Inventaire fédéral des voies de communication historiques de la Suisse IVS)



La Région Yverdon-les-Bains Jura Lac s'oriente vers un tourisme durable

Description

La Région Yverdon-les-Bains Jura Lac, qui regroupe sept antennes régionales totalisant 80 communes, a inscrit le développement durable en tant que l'une des quatre visions de sa planification stratégique 2009–2011/tourisme régional, aux côtés du développement de l'offre et de nouveaux marchés, ainsi que de son autonomie financière. Cela implique que les développements touristiques promotionnels, structurels et infrastructurels doivent respecter les trois dimensions du développement durable par la participation du tourisme au PIB régional, la création d'emplois, l'appui à la formation et la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel. Ces principes font partie intégrante de la communication, et s'appuient notamment sur les expériences de la démarche de développement durable de la ville d'Yverdon-les-Bains (Agenda 21 depuis 2000, Cité de l'énergie depuis 2010). Pour garantir leur prise en compte, la Région applique à ses nouveaux projets une évaluation de la durabilité avec l'outil *Boussole21* dans le cadre de la nouvelle politique régionale, conformément aux exigences de la Confédération et de l'Etat de Vaud.

Lien avec le développement durable

- **Société.** Les offres tirent parti du patrimoine culturel (passage de trois voies historiques ViaStoria, quelques châteaux et une abbaye d'importance nationale); elles orientent également les touristes vers le bien-être, le sport et la santé (bains thermaux).
- **Environnement.** Les offres touristiques mettent à profit les points forts que représentent la nature et les paysages, entre lac et moyenne montagne, entre autres la réserve d'importance nationale de la Grande Caricaie sur la rive sud du lac de Neuchâtel. La Région encourage aussi la

mobilité douce et le recours aux énergies renouvelables pour ses infrastructures.

- **Economie.** Des axes particuliers concernent la promotion des produits du terroir et des offres *green meeting* pour les entreprises. Le respect du développement durable s'applique aussi au management de la structure : impression FSC, évaluation de la durabilité des nouveaux projets.

Mise en œuvre

La régionalisation de sept offices du tourisme et le regroupement au sein de l'Association pour le développement du Nord vaudois (ADNV) en 2009 ont accru leur efficacité : meilleures synergies, création de trois emplois. Pour concrétiser la volonté de respecter les principes du développement durable, la planification stratégique 2009–2011 définit les objectifs : création de valeur par l'apport de nouveaux emplois, respect du patrimoine par l'élaboration de forfaits qui respectent l'harmonie de la région, et intégration d'une réflexion écologique dans les projets et les activités opérationnelles (déplacements, consommation).

Résultats

La réalisation s'est entre autres focalisée sur les activités suivantes :

- **Promotion des produits régionaux.** La Maison des Terroirs à Grandson est une vitrine des producteurs locaux, dans une maison rénovée au standard Minergie. Dans ce cadre, un label Tables du Terroir est attribué à huit restaurants qui proposent un menu avec mention des fournisseurs, avec des produits frais et au moins six vins de la région, et qui renseignent les visiteurs sur les curiosités touristiques. Après un soutien de Regio Plus au démarrage en 2006, la Maison des Terroirs est autonome financièrement depuis 2010, notamment grâce à la vente de produits (dégustations, animations) et à une collaboration avec le tourisme régional (hébergement de l'office du tourisme local). D'autres activités innovantes sont recommandées et soutenues : le magasin La Ferme à Yverdon-les-Bains, que gèrent des agriculteurs qui proposent des produits agricoles de proximité et de saison ; le marché aux truffes à Bonvillars, première suisse en 2009, depuis lors organisé avec succès chaque année dans cette région du pied du Jura propice à la trufficulture.
- **Mobilité durable.** Bien située sur un axe ferroviaire entre la Suisse romande et la Suisse alémanique, la Région Yverdon-les-Bains Jura Lac est facile d'accès en transports publics. Elle favorise la mobilité douce : excursions à pied notamment sur les trois ViaStoria qui traversent la région d'Yverdon-les-Bains, soit les Via Romana, Francigena et Salina ; incitation à pratiquer le vélo : vélos en libre service à Yverdon-les-Bains (Vélopasse), vélos



Découvrir la région d'Yverdon-les-Bains avec un vélo en libre service.

électriques à Sainte-Croix, Yvonand et Orbe, transport gratuit des vélos sur le train Yverdon-les-Bains-Sainte-Croix et sur les bateaux de la Société de Navigation sur les Lacs de Neuchâtel et Morat SA ; offres d'excursions en bateau à propulsion électrosolaire. Les collaborateurs de l'office du tourisme reçoivent un abonnement demi-tarif. Des véhicules Mobility Carsharing sont à disposition. Des projets novateurs sont encouragés, tels Planet Solar (première expédition en bateau solaire autour du monde, lancée à Yverdon-les-Bains, ville hôte) ou Icare (tour du monde en véhicule éoliosolaire) avec le soutien de la Haute école d'ingénierie et de gestion du canton de Vaud (HEIG-VD).

- **Offre Green meeting pour les entreprises.** En collaboration avec deux hôtels ayant obtenu l'accréditation CO₂ de l'Agence de l'énergie pour l'économie (AEnEc), un forfait pour des séminaires responsables a été développé. Les deux établissements concernés s'engagent à réduire leur l'impact sur l'environnement par dix mesures (utilisation de papier recyclé, tri des déchets, produits de nettoyage respectueux de l'environnement, viande provenant de Suisse, etc.) ; l'accès en transport public est encouragé et l'offre comprend des excursions accompagnées par un guide du patrimoine dans la Grande Caricaie (par le centre Pro Natura de Champ-Pittet) ou le Jura.
- **Nature et tourisme durable.** La Région d'Yverdon-les-Bains participe aux groupes de travail qu'a initié le Groupe d'étude et de gestion de la Grande Caricaie, notamment la commission paritaire consultative, plate-forme

d'échange entre les cantons, les communes, les gestionnaires, les prestataires touristiques et les représentants des groupes d'intérêt ou d'utilisateurs. Une Vision du tourisme durable a été élaborée.

- *Vers un management durable.* L'office du tourisme s'engage également dans sa gestion quotidienne: choix d'une imprimerie certifiée FSC et Impri-mVert (visant à renoncer aux substances toxiques), cadeaux d'entreprise confectionnés localement en matériaux recyclables. En termes de communication, une page du site Internet est dédiée au développement durable. Les nouveaux projets sont obligatoirement soumis à une évaluation de la durabilité au moyen de la *Boussole21* (voir p. 53).

Evaluation

L'intégration du développement durable n'est pas réservée aux destinations de tourisme intensif comme les grandes villes ou des stations alpines. L'ancrage des principes de la durabilité au niveau stratégique et la mise en œuvre d'activités concrètes par la Région Yverdon-les-Bains Jura Lac démontrent qu'il est possible d'y parvenir à une plus petite échelle. Cette approche étant considérée comme un processus dynamique, d'autres projets sont en cours sur la voie d'un développement durable: acquisition de bateaux solaires fabriqués dans la région; lancement d'un projet d'envergure (mise au concours Européen 2011) pour valoriser le patrimoine médiéval de Romainmôtier (site clunisien) incluant entre autres la construction d'un quartier durable, d'une centrale collective de chauffage à bois, d'un lieu d'hébergement selon le standard Minergie, l'amélioration de la desserte en transport public et la valorisation de la biodiversité. La Région se préoccupe également du changement climatique. En partenariat avec les Alpes vaudoises, elle a commandé une étude sur ses conséquences pour la région.

Caractère exemplaire

Les destinations touristiques plus périphériques ont un rôle à jouer en matière de développement durable. L'engagement stratégique de la Région Yverdon-les-Bains Jura Lac, la mise sur pied d'actions innovantes, un management respectueux, la mise à profit d'expériences existantes devraient inciter d'autres destinations à progresser sur la voie du développement durable.

Informations pratiques

Groupes cibles	Destinations touristiques, résidents, prestataires touristiques de la région, touristes.
Coûts	Budget annuel: 1,6 million de CHF.
Financement	Canton (LADE et LPR), 80 communes, Regio Plus, cotisants, taxes de séjour.
Lieu	Région: Grandson, Orbe, Romainmôtier, Sainte-Croix/Les Rasses, Vallorbe, Yverdon-les-Bains et Yvonand.
Réalisation	Regroupement de sept offices du tourisme en 2009 et inscription du développement durable dans la stratégie touristique.
Contact	Région Yverdon-les-Bains Jura Lac Association pour le développement du Nord vaudois ADNV Dominique Faesch directrice du tourisme régional Pl. de la Tannerie, 1400 Yverdon-les-Bains Tél. +41 (0)24 425 55 21 info@adnv.ch
Information	www.yverdonlesbainsregion.ch ; www.parc-jurassien.ch ; www.grande-caricaie.ch ; www.velopass.ch ; www.terroirs-region-grandson.ch ; www.meetgreen.com ; www.boussole21.ch

A partir des exemples présentés, des pistes d'action sont formulées. Elles s'adressent d'abord aux destinations, aux communes et aux cantons. Certaines sont cependant aussi du ressort des prestataires touristiques.

Ces suggestions ont vocation d'inciter à prendre des mesures favorables à un développement durable. Elles présentent plusieurs portes d'entrée thématiques. Plus que la mise en œuvre d'actions isolées, c'est la cohérence d'un ensemble de mesures coordonnées qui fait qu'une approche relève du développement durable. Il est possible de commencer avec des actions modestes, peu coûteuses et faciles à communiquer, puis d'y ajouter des mesures plus fondamentales et à plus long terme.

Les actions proposées ici s'appuient sur une série de critères nationaux et internationaux élaborés en rapport avec la thématique *développement durable et tourisme*¹⁷. Elles tiennent compte des défis et mesures qui figurent dans la *Stratégie pour le développement durable*¹⁸ et dans la *Stratégie de croissance pour la place touristique suisse*¹⁹. Pour favoriser la lisibilité, ces pistes sont regroupées selon les trois dimensions du développement durable, l'environnement, l'économie et la société, auxquelles est ajouté le management en tant que thématique transversale.

¹⁷ Global Sustainable Tourism Criteria, 2008 ; Bieger & Rütter, 2004 ; Baumgartner, 2009 ; Siegrist, Boesch & Renner, 2009.

¹⁸ Conseil fédéral suisse, 2012.

¹⁹ Conseil fédéral suisse, 2010.

Climat

L'espace alpin compte parmi les destinations touristiques les plus pri-sées. C'est aussi une des régions les plus vulnérables au changement climatique, tout en étant elle-même un grand générateur de CO₂, qui contribue au réchauffement: on l'estime responsable de 5% des émis-sions sur les plans global et national²⁰.

Actions possibles

- Prendre des mesures pour diminuer la consommation d'énergie et optimiser la gestion des transports (cf. ci-après).
- Mettre en place des incitations financières pour appli-quer le principe du pollueur-payeur.
- Inciter les vacanciers à diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre grâce à des outils ad hoc tels que la plate-forme www.leclimatentrenosmains.org.
- Compenser les émissions de CO₂ que génère le tou-risme, notamment pour sensibiliser les habitants et les touristes au changement climatique.
- Encourager l'innovation et la diversification de l'offre touristique, p. ex. tourisme estival dans les Alpes.
- Développer et mettre en œuvre des stratégies de pro-tection de l'environnement pour les sports de neige de demain.
- Renforcer la prévention des risques naturels par des mesures d'aménagement du territoire et des mesures techniques.

1	2	3	4
●	●	●	●
●	○	○	○
○	○	●	●
○	●	●	●
○	○	●	●
●	○	●	●
●	○	○	○

1 Cantons
2 Communes
3 Destinations
4 Prestataires

Energie

La consommation d'énergie a augmenté de près de 10 % en Suisse de-puis 1990. Celle du secteur touristique représente 10 % de la consom-mation totale²¹. À moyen et à long terme, il faut s'attendre à une hausse massive du prix de l'énergie.

Actions possibles

- Intégrer une planification énergétique au plan d'aména-gement communal et aux stratégies régionales.
- Participer au programme *Cité de l'énergie*.
- Prendre des mesures d'économie d'énergie dans la construction, p. ex. isolation thermique des bâtiments existants et conformité des constructions nouvelles aux standards Minergie-P, resp. P-Eco. (www.dasgebaeudeprogramm.ch).
- Utiliser des appareils peu gourmands en énergie, label-lisés A++, p. ex. dans l'hôtellerie et la restauration selon www.hotelpower.ch.
- Diffuser l'outil *Efficheck* et encourager son utilisation (www.proofit.ch, modules appropriés selon les branches, p. ex. restauration, hôtellerie).
- Construire des réseaux de chauffage à distance (p. ex. à la biomasse, aux copeaux de bois).
- Utiliser des offres de courant produit de manière écolo-gique (énergie verte, label Naturmade star) et encoura-ger les producteurs de courant privés à approvisionner le réseau.
- Installer des panneaux solaires sur les constructions publiques, les hôtels, les stations de chemins de fer de montage, les ouvrages paravalanches, etc.

1	2	3	4
●	●	○	○
○	●	○	○
●	●	○	●
○	○	○	●
●	○	●	○
●	●	○	○
○	●	○	●
●	●	○	●

20 NWTO/UNEP/WMO, 2008 ; CIPRA, 2011.
21 Müller, 2007.

Développement territorial

8,5% des ménages suisses possèdent ou louent une résidence secondaire. Cinq sur six de ces logements ne sont utilisés que pour les vacances et les loisirs. Les deux tiers sont occupés moins de huit semaines par année²².

Actions possibles

- Elaborer des plans directeurs et des plans d'aménagement au niveau régional et supracommunal.
- Rénover les centres villageois et densifier vers l'intérieur le tissu bâti des centres touristiques.
- Définir dans les plans d'affectation communaux des zones spécifiques destinées à maintenir et à favoriser l'hôtellerie, et des zones réservées au logement de la population indigène.
- Lancer des concours d'idées lors de la planification de constructions nouvelles, d'infrastructures et d'installations annexes, afin d'accroître la qualité esthétique, et y adjoindre des critères écologiques.
- Recourir à des outils d'évaluation de la durabilité lors de la planification et de la réalisation d'infrastructures, de bâtiments et de quartiers : Albatros, Quartiers durables by sméo, etc.²³

1	2	3	4
●	●	○	○
●	●	○	○
●	●	○	○
●	●	○	○
●	●	○	○

1 Cantons
2 Communes
3 Destinations
4 Prestataires

Actions possibles (suite)

- Intégrer des exigences de préservation du paysage et de la nature aux instruments d'aménagement du territoire: plans directeurs, plans d'affectation.
- Réaliser des conceptions d'évolution du paysage (CEP), orientées vers le tourisme.
- Prendre des mesures pour limiter les lits froids dans les stations: contingentement des résidences secondaires, taxes d'incitation, définition de zones spécifiques pour l'hôtellerie, encouragement à la mise en location, etc.
- Encourager la construction de nouveaux complexes de vacances (avec installations sportives et de loisirs) selon les principes du développement durable.
- Tenir compte des zones à risques dans les plans d'aménagement.

1	2	3	4
●	●	○	○
○	●	○	○
●	●	○	○
●	●	○	○
●	○	○	○

22 ARE, 2009.
23 ARE, 2007 ; ARE, 2011.

Mobilité

Environ 75% des émissions de CO₂ que le tourisme produit sont imputables aux transports. Dans les Alpes, 84% des déplacements de vacances sont effectués en voiture privée²⁴.

Actions possibles

- Elaborer des offres de transports publics performantes sur toute la chaîne des déplacements : train et bus.
- Proposer des offres forfaitaires (avec incitations financières) pour convaincre les voyageurs de se déplacer en transports publics, qui comprennent le transport de bagages de porte à porte.
- Offrir un vaste choix de prestations de location sur place pour alléger les bagages, p.ex. équipements de ski.
- Mettre sur pied des systèmes de bus locaux efficaces, des possibilités d'autopartage et de mobilité alternative, p.ex. scooters et voitures électriques.
- Favoriser les destinations de vacances sans voitures.
- Aménager des zones piétonnes et des places publiques propices aux échanges culturels et sociaux.
- Créer des réseaux piétons et cyclistes attrayants. Mettre à disposition des moyens de locomotion douce, p.ex. prêt de vélos ou trottinettes (p.ex. Suisse roule), location de vélos en libre service (p.ex. Vélopass), incitations à utiliser des vélos électriques.
- Etablir des offres axées sur la mobilité douce, p.ex. voies historiques à parcourir à pied, parcours cyclistes avec transport des bagages, etc.

1	2	3	4
●	●	○	○
○	○	●	●
○	○	○	●
○	●	●	○
●	●	●	○
○	●	○	○
●	●	○	○
●	●	●	○

1 Cantons
2 Communes
3 Destinations
4 Prestataires

Nature et paysage

Le paysage est sous pression. Entre 1983 et 2007, 600 kilomètres carrés ont été urbanisés en Suisse, soit la surface du lac Léman. Cet étalement urbain n'épargne pas les destinations touristiques aux dépens des terres agricoles, des zones de détente et des habitats de la faune et de la flore.

Actions possibles

- Créer des parcs d'importance nationale et les développer.
- Créer des réserves forestières.
- Protéger et renaturer des espaces naturels : cours d'eau, rives, forêts, marais, prairies sèches, etc. Y associer les hôtes, les administrations publiques et les associations.
- Délimiter des zones de tranquillité pour préserver la faune sauvage des dérangements, notamment en hiver (cf. la campagne *Respecter, c'est protéger*).
- Sensibiliser les visiteurs et les inciter à respecter la nature. Gérer la fréquentation dans les zones sensibles.
- Mettre en œuvre des programmes régionaux en faveur de la biodiversité qui associent les milieux du tourisme, de l'agriculture, de l'économie forestière et de la protection de la nature.
- Favoriser la nature en ville, aménager des ceintures vertes et bleues, et les faire connaître aux touristes.
- Aménager des espaces de délasserment selon des critères écologiques.
- Entretenir les espaces verts de manière différenciée.
- Aménager de manière naturelle des places de jeu et d'exploration pour les enfants.
- Inventer des offres axées sur la découverte de la nature, organiser des séjours actifs : réfection de murs en pierres sèches, entretien de prairies, etc.

1	2	3	4
●	●	○	○
●	●	○	○
●	●	○	○
●	●	○	○
●	●	●	●
●	●	●	○
○	●	●	○
●	●	○	○
●	●	○	●
○	●	○	●
○	○	●	●

24 CIPRA, 2011.

Ressources naturelles et déchets

Les ressources naturelles sont des biens limités. Des sols fertiles, une eau de qualité et un air propre sont indispensables au bien-être des générations actuelles et futures.

Actions possibles

- Gérer l'eau selon une approche intégrée, par bassin versant, qui prenne en compte ses différentes fonctions : eau potable, eaux usées, énergie, délasserment, rôle pour la biodiversité, etc.
- Renoncer le plus possible à l'enneigement artificiel ; le cas échéant, appliquer des mesures pour respecter l'environnement : maintien du débit résiduel des cours d'eau, interventions minimales sur le terrain (cf. p. ex. *Pistes de ski et enneigement : principes*²⁵).
- Eviter le plus possible le salage des routes.
- Promouvoir et adopter des technologies qui économisent l'eau dans la restauration et l'hôtellerie.
- Favoriser des installations de récupération des eaux de pluie.
- Privilégier les revêtements de sol perméables dans les aménagements extérieurs, p. ex. pavés-gazons, gravier, etc.

1	2	3	4
●	●	○	○
○	●	○	●
●	●	○	●
○	○	○	●
●	●	○	●
○	●	○	●

1 Cantons
2 Communes
3 Destinations
4 Prestataires

Actions possibles (suite)

- Eviter l'utilisation de produits de nettoyage nocifs, en particulier pour l'entretien des piscines ; encourager les étangs de nage écologiques.
- Eviter les terrassements lors de constructions et d'installations nouvelles, p. ex. terrains de golf, pistes de ski.
- Supprimer ou réduire l'utilisation de produits polluants/contaminants, p. ex. herbicides, durcisseurs de neige²⁶.
- Favoriser les zones sans voitures au centre des lieux touristiques.
- Limiter les émissions de poussières fines que les cheminées et les chauffages à bois rejettent.
- Diminuer les quantités d'emballages ; privilégier les produits agricoles régionaux, moins emballés.
- Récolter et valoriser les déchets verts.
- Accroître le nombre de déchetteries et de poubelles pour le tri des déchets.
- Traduire les notices d'information sur le tri des déchets en différentes langues étrangères et les distribuer.

1	2	3	4
○	●	○	●
○	○	○	●
○	○	○	●
○	●	○	○
●	●	○	●
○	○	○	●
○	●	○	●
●	●	○	○

25 OFEV, 2009.
26 OFEV, 2007.

Création de valeur

En générant un revenu de quelque 30 milliards de francs par an, le tourisme contribue de manière significative à la performance économique de la Suisse. La création de valeur au niveau régional maintient ou crée des emplois dans le tourisme et dans d'autres secteurs: artisanat, agriculture, services.

Actions possibles

- Encourager la production et la vente de produits régionaux et biologiques.
- Développer l'agritourisme et mettre en place des offres dans ce domaine, avec le concours des exploitations agricoles.
- Créer des filières et un système de marketing direct pour les produits agricoles, forestiers et artisanaux.
- Inciter à utiliser des matières premières locales lors de la construction de bâtiments et d'infrastructures touristiques, p. ex. bois.

1	2	3	4
●	○	○	●
○	○	●	●
●	○	●	●
●	●	○	●

Productivité et compétitivité

Dans le secteur touristique, les entreprises productives et les prestataires de services sont essentiels à la compétitivité.

Actions possibles

- Lors d'investissements, évaluer les impacts des projets sur l'environnement et le social.
- Informer sur les incitations financières de soutien aux projets novateurs qui respectent le développement durable.
- Définir, pour les investissements publics, des plans directeurs coordonnés aux objectifs touristiques de la destination.
- Encourager l'hôtellerie, l'hébergement et la restauration conformes aux principes du développement durable. Faire connaître et promouvoir les labels écologiques et de développement durable.

1	2	3	4
●	●	○	●
●	●	●	○
●	●	●	○
●	○	●	●

Diversification

En Suisse, les destinations de montagne dépendent principalement de la saison d'hiver. Une diversification de l'offre touristique réduit cette dépendance.

Actions possibles

- Renforcer l'offre d'été et élargir la palette au printemps et en automne.
- Veiller à une consommation respectueuse des ressources naturelles lors de la mise sur pied de nouvelles offres.
- Proposer des activités adaptées aux personnes âgées, aux jeunes et aux familles.
- Créer des offres touristiques nouvelles et innovantes, qui misent sur la nature et la culture.
- Elaborer des projets pilotes de tourisme conformes aux principes du développement durable.
- Mettre en place des offres de congrès *green* ou *sustainable meetings* pour les entreprises.
- Renforcer la coopération entre les milieux touristiques et tous les acteurs régionaux et locaux afin de faire émerger des synergies et de valoriser la créativité locale. Associer les milieux de la recherche, de l'éducation et des ONG.

1	2	3	4
●	○	●	●
●	○	●	●
●	●	●	●
○	○	●	●
●	●	●	●
○	○	●	●
○	●	●	●

Formation de base et formation continue

La formation est un facteur décisif pour intégrer le développement durable au tourisme et diffuser les savoirs ad hoc en la matière.

Actions possibles

- Etablir des cours de formation de base et de formation continue dans les cantons et les régions touristiques, en mettant l'accent sur la durabilité dans le tourisme.
- Créer des places d'apprentissage de qualité dans les entreprises touristiques.
- Encourager la mobilité des employés en libérant des places de stage aux personnes en formation et des places d'échange avec des organisations et des institutions tierces.
- Promouvoir la qualité des services par une labellisation, p. ex. de la Fédération suisse du tourisme (niveau Q3).

1	2	3	4
●	○	●	○
○	●	●	●
○	○	●	●
○	○	●	●

Approvisionnement de base et santé

Dans l'espace rural, le maintien de prestations de services de base, ou service public, est menacé. Les offres touristiques recèlent un important potentiel de prévention de la santé.

Actions possibles

- Trouver des alliances nouvelles entre commerces de détail (p. ex. épiceries) et prestataires de services publics (p. ex. bureau de poste, offices du tourisme).
- Maintenir des prestations de service public, telles que desserte en transports publics (p. ex. lignes de cars postaux dans les régions périphériques), approvisionnement en énergie ou télécommunication.
- Elaborer des offres bénéfiques pour la prévention de la santé et la détente dans un cadre proche de la nature, p. ex. *wellness* nature, produits cosmétiques bio.
- Promouvoir une alimentation équilibrée, des produits régionaux, biologiques et diététiques.
- Adapter les espaces publics et les infrastructures touristiques aux personnes âgées et à mobilité réduite; leur offrir un encadrement spécifique.
- Soutenir l'hôtellerie et la restauration dans les processus d'attribution de labels, p. ex. Goût mieux, Fourchette verte, Slow Food, Semaine du Goût.

1	2	3	4
●	●	●	○
●	●	○	○
○	○	●	●
○	○	●	●
○	●	○	●
●	○	○	○

1 Cantons
2 Communes
3 Destinations
4 Prestataires

Cohésion sociale

La bonne entente entre la population indigène, les touristes et les prestataires touristiques est essentielle pour garantir la cohésion sociale. C'est une condition sine qua non du développement équilibré des destinations touristiques, de la convivialité et du bon accueil des visiteurs.

Actions possibles

- Sensibiliser les acteurs locaux et les hôtes à l'importance des ressources naturelles et culturelles pour la qualité de vie et le tourisme.
- Recourir aux nouvelles technologies de communication pour informer sur la région, et créer des activités et des offres dans le domaine du développement durable.
- Informer de manière ciblée les entreprises et les particuliers sur des améliorations possibles de leurs installations et de leurs espaces verts et jardins dans les domaines de l'énergie, de l'eau, de la biodiversité, etc.
- Lancer des projets communs intersectoriels entre prestataires touristiques et organisations à but non lucratif.
- Inventer des projets pilotes et des programmes d'encouragement à la durabilité dans le tourisme.
- Impliquer la population locale dans les processus de décision et de résolution de problèmes dans tous les domaines qui touchent de près la région.
- Impulser des démarches de développement durable (de type Agenda 21) dans les communes et les régions avec tous les acteurs: établir un bilan en termes de développement durable, fixer des objectifs et élaborer un programme d'action.
- Proposer des offres intergénérationnelles dans les destinations touristiques, p. ex. après-midis de contes pour les enfants par des grands-parents.
- Créer des offres de vacances adaptées aux familles sous le label FST *Familles bienvenues*.
- Soutenir les mesures de solidarité entre les employés indigènes et étrangers et leurs familles en organisant des activités et des manifestations interculturelles. Proposer des cours de langues ou échanges linguistiques (p. ex. en tandem).

1	2	3	4
○	●	●	●
●	●	●	●
●	●	○	○
●	○	●	●
●	○	○	○
●	●	○	○
●	●	○	○
○	○	●	●
○	○	●	●
●	●	○	○

Culture

Les valeurs culturelles traditionnelles et contemporaines, sous leurs diverses facettes, sont essentielles à l’identité des régions et au développement de leur offre touristique.

Actions possibles

- Etablir des inventaires locaux et régionaux du patrimoine bâti (bâtiments, infrastructures, voies historiques), les mettre en valeur et communiquer les informations.
- Proposer une offre touristique culturelle guidée. Créer des itinéraires thématiques et des excursions en rapport avec l’histoire et l’actualité de la région.
- Favoriser les diverses formes de culture : musique, cinéma, vidéo, poésie, peinture, sculpture, etc.
- Encourager l’architecture contemporaine de qualité, p.ex. par des concours.
- Conserver et valoriser les traditions culinaires et artisanales.
- Cultiver le répertoire chanté, le patrimoine linguistique, la pratique des dialectes et les manifestations qui associent population locale et hôtes.

1	2	3	4
●	●	○	○
○	○	●	●
●	●	●	●
●	●	○	●
●	○	○	●
●	○	○	●

Conditions de logement et de travail

Dans les régions touristiques, la population locale et les travailleurs se heurtent à une hausse des loyers et du coût de la vie, et à une pression toujours plus grande au travail.

Actions possibles

- Réserver suffisamment de logements abordables pour la population locale et, pour les employés des destinations touristiques, des logements situés à proximité des lieux de travail.
- Appliquer les conventions collectives et offrir des salaires minimaux, faire connaître les entreprises exemplaires.
- Assurer le respect du principe de l’égalité des chances pour les personnes employées dans les entreprises touristiques, indépendamment de leur sexe et de leur provenance.
- Veiller à l’égalité salariale entre femmes et hommes dans les professions touristiques.

1	2	3	4
●	●	○	○
●	○	○	○
○	○	○	●
○	○	○	●

Management durable

La gestion administrative des destinations touristiques urbaines, rurales ou de montagne dans le respect des principes du développement durable exige une approche intégrée, qui associe les acteurs des divers secteurs concernés.

Actions possibles

- Adopter une charte, un concept ou des directives qui attestent un engagement pour le développement durable.
- Appliquer les principes du développement durable dans la gestion des entreprises touristiques, p. ex. système de management intégré, écologie au bureau, concept de mobilité d'entreprise, directives pour des apéros avec produits régionaux et éthiques, etc.
- Utiliser les labels de durabilité, environnementaux ou qualitatifs pour les prestations de service touristiques; procéder à des certifications ou adopter des recommandations, p. ex. selon les normes ISO 14001 *Management environnemental* et ISO 26000 *Responsabilité sociétale*, le label Steinbock (bouquetin) ou le sigle environnemental UE.
- Assurer la cohérence entre la politique touristique et les politiques sectorielles des cantons, des régions et des communes: développement territorial, transport, énergie, etc.
- Evaluer la durabilité de projets à l'aide d'outils appropriés²⁷ (exigence de la nouvelle politique régionale NPR).
- Appliquer des critères sociaux et écologiques, en plus des critères économiques, lors de l'acquisition de biens et services.

1	2	3	4
●	●	●	○
○	○	●	●
○	○	●	●
●	○	○	○
●	○	○	○
●	●	○	●

1 Cantons
2 Communes
3 Destinations
4 Prestataires

Actions possibles (suite)

- Collaborer au niveau régional dans le domaine des achats, pour obtenir des conditions plus favorables et améliorer le niveau qualitatif.
- Privilégier, lors de manifestations, les produits bio, locaux et issus de conditions de production équitables.
- Appliquer des critères de développement durable lors de la mise sur pied de manifestations, p. ex. selon les recommandations de la plate-forme www.ecosport.ch.
- Recourir aux instruments internationaux (*Global Reporting Initiative GRI: Event Organisers Sector Supplement* et ISO 20121 *Sustainability in Event Management*) à l'occasion des manifestations de grande envergure.
- Faire connaître les démarches de durabilité qu'entreprennent les destinations touristiques.
- Communiquer les stratégies de développement durable en tant que de partie intégrante de la gestion locale et régionale, p. ex. concevoir une page spécifique sur le développement durable dans un site Internet.

1	2	3	4
●	●	○	●
●	●	○	●
○	●	●	○
○	●	●	○
●	●	●	○
●	●	●	○

²⁷ ARE, 2007.

Un tourisme durable devrait viser les objectifs suivants :

Environnement

- Limiter les émissions de gaz à effets de serre.
- Economiser les ressources naturelles et encourager les énergies renouvelables
- Collaborer pour une gestion du territoire et une mobilité durables.
- Coopérer pour préserver les qualités de la nature et du paysage et les valoriser.

Economie

- Promouvoir les destinations durables.
- Créer des chaînes de valeur ajoutée régionales.
- Renforcer la diversité et l'indépendance vis-à-vis des saisons.
- Intégrer le développement durable dans les formations de base et les formations continues en matière de tourisme.

Société

- Créer des possibilités de communication, participation et coopération inter-générationnelles.
- Maintenir un service public de base et promouvoir la santé.
- Sauvegarder le patrimoine culturel matériel et immatériel et encourager la création artistique contemporaine.
- Encourager des conditions de vie et de travail équitables pour chacun.

Management durable

- Assurer la qualité des services dans une perspective de développement durable.
- Evaluer la durabilité des projets touristiques.
- Garantir une approche cohérente entre les différentes stratégies et politiques sectorielles, locales, régionales et cantonales.
- Sensibiliser tous les acteurs au développement durable.

Bibliographie

A

ARE

Evaluer la durabilité des projets dans les cantons et les communes. Berne, 2007.

—

Zweitwohnungen der Schweizer Bevölkerung. Zusatzauswertung des Mikrozensus zum Verkehrsverhalten 2005. Faktenblatt. Bern, 2009.

—

Résidences secondaires. Guide pour la planification directrice cantonale. Berne, 2010.

—

ARE-OFEN

Quartiers durables. Défis et opportunités pour le développement urbain. Berne, 2011.

B

Baumgartner C.

Nachhaltigkeit im Tourismus. Von 10 Jahren Umsetzungsversu-

chen zu einem Bewertungssystem. Innsbruck, 2008.

—

Bieger T. & Rütter H.

Nachhaltige Tourismusentwicklung in den Regionen der Alpen: Monitoring und Management. Bericht II: Monitoringsystem. Rüschlikon und St. Gallen, 2004.

C

CIPRA

Le tourisme face au changement climatique. Un rapport de synthèse de la CIPRA. Compact N° 08/2011. Schaan, 2011.

—

Conseil fédéral suisse

Stratégie pour le développement durable: lignes directrices et plan d'action 2008–2011. Berne, 2008.

—

Stratégie pour le trafic de loisirs. Rapport du Conseil fédéral sur la stratégie pour un trafic de loisirs durable donnant suite au postulat 02.3733, Peter Bieri, du 12 décembre 2002. Berne, 2009.

- Stratégie de croissance pour la place touristique suisse. Berne, 2010.
- Stratégie pour le développement durable 2012–2015. Berne, 2012.

D

DETEC, ARE, CdC, DTAP, UVS & ACS

Projet de territoire Suisse. Avant-projet pour la consultation tripartite, Berne, janvier 2011.

E

European Commission

Communication from the Commission. Agenda for a sustainable and competitive European tourism. Brussels, 19.10.2007.

F

Fédération suisse du tourisme (FTS)

Le tourisme suisse en chiffres 2010. Berne, 2011.

G

Global Sustainable Tourism Criteria

Developed as part of an initiative led by Rainforest Alliance, the United Nations Environment Programme (UNEP), the United Nations Foundation, and the United Nations World Tourism Organization (UNWTO), 2008.

M

Müller H.

Tourismus und Ökologie. Wechselwirkungen und Handlungsfelder. München, 2007.

Müller H. & Weber F.

2030: Le tourisme suisse face aux changements climatiques. Suisse Tourisme, éd. Berne, 2008.

O

OECD

Tourism Trends and Policies 2010. Paris, 2010.

OFEV

Utilisation de durcisseurs de neige. Notice destinée aux exploitants de pistes de ski de compétition et aux organisateurs de compétitions de sports de neige. Berne, 2007.

—
Pistes de ski et enneigement. Principes. Fiche. Berne, 2009.

OFS, ARE

La mobilité en Suisse. Résultats du microrecensement 2005 sur le comportement de la population en matière de transports. Neuchâtel, 2007.

S

Scheidegger, E.

Tourismus im naturnahen Raum – die wirtschaftliche Sicht. In: Siegrist D. & StremLOW M. Landschaft Erlebnis Reisen. Naturnaher Tourismus in Parks und Unesco-Gebieten. P. 41–53, Zürich, 2009.

Siegrist D. & StremLOW M.

Landschaft Erlebnis Reisen Naturnaher Tourismus in Parks und Unesco-Gebieten. Zürich, 2009.

Siegrist D., Boesch M. & Renner E.

Labelregionen. Strategie für eine nachhaltige Regionalentwicklung im Alpenraum. Rapport du PNR 48. Zurich, 2009.

U

Unesco

Décision du Comité patrimoine mondial (35 COM juin 2011 à Paris), 2011.

UNWTO, UNEP & WMO

Climate Change. Adaptation and Mitigation in the Tourism Sector. Frameworks, Tools and Practices. Oxford, 2008.

Liens

Offices fédéraux

Office fédéral du développement territorial ARE – Offres en développement durable pour les cantons et communes www.are.admin.ch/developpementdurable

—
Résidences secondaires www.are.admin.ch/themen/raumplanung/00236/04094/index.html?lang=fr

—
Mobilité innovatrice www.are.admin.ch/CSM

—

Office fédéral du développement territorial ARE – Office fédéral de l'énergie OFEN <http://quartiers-durables.ch>

—
Office fédéral de l'énergie OFEN www.suisseenergie.ch

—
Office fédéral de l'environnement OFEV – Sport et tourisme www.bafu.admin.ch/tourisme

—
Climat www.bafu.admin.ch/politique-climatique-suisse

—
Conception d'évolution du paysage www.bafu.admin.ch/CEP

—
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO – Politique du tourisme de la Confédération www.seco.admin.ch/tourisme

—
Programme Innotour www.inno-tour.ch

—
Plateforme nationale de la nouvelle politique régionale (NPR) www.regiosuisse.ch/nwsfr?set_language=fr

Partenaires suisses

Fédération suisse du tourisme www.swisstourfed.ch

—
Fondation pour le développement durable des régions de montagne FDDM www.fddm.ch

—
Gastrosuisse www.gastrosuisse.ch/fr/gastrosuisse

—

Hotelleriesuisse
www.hotelleriesuisse.ch
 —
 Réseau des parcs suisses
www.netzwerk-parke.ch/fr
 —
 Remontées Mécaniques Suisses
 (avenir énergétique)
www.seilbahnen.org/index_fr.html
 —
 Suisse Tourisme
www.myswitzerland.com/fr/destinations.html

Organisations internationales

Convention alpine
www.conventionalpine.org
 —
 Organisation de coopération et de développement économique OCDE
www.oecd.org/topic/0,3699,fr_2649_37425_1_1_1_1_37425,00.html
 —
 Organisation mondiale du tourisme UNWTO (en anglais)
www.unwto.org/sdt
 —
 Programme des Nations Unies pour l'environnement PNUE, Green Passport
www.unep.org/greenpassport

Changement climatique

INTERREG – Projet ClimAlpTour
www.climalptour.eu
 —
 LaRevueDurable, «Devenez Kyoto compatible»
www.leclimatentrenosmains.org
 —
 MyClimate
www.myclimate.org/fr.html

—
 WWF, Conseils pour le quotidien
www.wwf.ch/fr/cequevouspouvezfaire/gestes_ecologiques

Energie

Cité de l'énergie
www.citedelenergie.ch
 —
 Efficacité énergétique dans l'hôtellerie et la gastronomie
www.hotelpower.ch/fr
 —
 Effcheck, outil pour petites et moyennes entreprises (PME)
www.proofit.ch/fr/effcheck/
 —
 Label de qualité pour une énergie écologique et provenant de sources renouvelables
www.naturemade.ch
 —
 Programme Bâtiments
www.leprogrammebatiments.ch

Mobilité

Association Transports et Environnement
www.ate.ch
 —
 SuisseMobile
www.schweizmobil.ch
 —
 Touring Club Suisse
www.tcs.ch/main/fr/home/auto_moto/umwelt_energie.html

Nature et paysage

Office fédéral de l'environnement OFEV et Club Alpin Suisse CAS
www.respecter-cest-protoger.ch

—
 Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage
www.sl-fp.ch
 —
 Fonds Suisse pour le Paysage FSP
www.fl-s-fsp.ch
 —
 Pro Natura
www.pronatura.ch

Produits alimentaires régionaux

Fourchette Verte
www.fourchetteverte.ch
 —
 Goût mieux (en allemand)
www.goutmieux.ch
 —
 Slowfood Suisse
www.slowfood.ch

Offres de tourisme durable

Agritourisme Suisse
www.agrotourismus.ch
 —
 Patrimoine Suisse
www.heimatschutz.ch
 —
 Steinbock-Label (en allemand)
www.steinbock-label.ch
 —
 Tourisme rural
www.tourisme-rural.ch

Manifestations

Ecosport
www.ecosport.ch
 —
 Info Sport Nature
www.infosportnature.ch

Réseau de communes et de régions

Alliance dans les Alpes
www.alpenallianz.org/fr
 —
 Association des collectivités publiques de Suisse romande et du Tessin engagées dans une démarche de développement durable Coord21
www.coord21.ch
 —
 Association des communes Suisses
www.chgemeinden.ch
 —
 Le Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB)
www.sab.ch
 —
 Union des villes suisses
<http://staedteverband.ch/fr>

Associations

Amis de la nature
www.amisdelanature.ch
 —
 arbeitskreis tourismus & entwicklung AKTE
www.akte.ch
 —
 Club Alpin Suisse
www.sac-cas.ch
 —
 Commission Internationale pour la Protection des Alpes CIPRA
www.cipra.org/fr
 —
 Mountain Wilderness
www.mountainwilderness.ch

Graphisme
Notter + Vigne

Photographies

Couverture Matthieu Gafsou; 16 Yannick Andrea; 18 Andrea Badrutt;
22 Photopress/Saas-Fee; 25 Musée des bisses, OekoSolve AG;
28–31 Jacques Rattaz; 34–37 Zurich Tourismus; 40–42 Belalp Tourismus;
46 Henri Leuzinger; 49 Gaudenz Danuser; 52 José Crespo; 55 Samuel Matti;
58–61 Associazione Pro Brontallo; 64–67 Bruno Klomfar, Reka; 70 Tina Müller;
72 Ernst Schmid; 73 Netzwerk Schweizer Pärke; 76 Heinz Dieter Finck;
78 Yves Henchoz; 79 ViaStoria/Heinz Dieter Finck; 82 Journal de Sainte-Croix
et environs; 85 Michel DuPasquier

